

Mai 1841.

# JOURNAL

## DE CHIMIE MÉDICALE,

### DE PHARMACIE ET DE TOXICOLOGIE.

---

EXAMEN D'UN CALCUL INTESTINAL.

Par M. J. GIRARDIN.

Dans le courant de 1839, un meunier de Varengewille perdit successivement cinq chevaux sans causes apparentes. On trouva dans les intestins de ces animaux des calculs volumineux et en très grand nombre. On m'en remit un pour l'analyser. Ce calcul avait été expulsé naturellement par le cheval un peu avant sa mort, j'appris par M. Arsène Maille que ce meunier avait l'habitude de nourrir en grande partie ses chevaux avec du son. Je me rappelai aussitôt une note intéressante publiée en 1831 (*Journal de chimie médicale*, tom. 7.) par M. Lassaigne, par laquelle ce chimiste émet l'opinion que l'usage du son et des recoupes donnés aux mulets de l'Alsace est la cause prédisposante des concrétions intestinales qui amènent la mort de beaucoup de ces animaux. M. Lassaigne appuie son opinion 1° sur la nature chimique de ces concrétions qui sont presque toutes formées de phosphate ammoniac-magnésien; 2° sur les expériences de M. Théodore de Saussure, qui démontrent que les phosphates sont bien plus abondants dans les semences des céréales que dans la paille et le foin. En effet, d'après l'analyse comparative de la paille et des graines de

froment faite par ce chimiste, on voit que, tandis que la première ne renferme que onze pour cent de phosphates terreux et alcalins, les dernières contiennent 76,5 pour cent (*Recherches sur les végétaux*).

Il était intéressant de corroborer l'opinion de M. Lassaigne. J'ai cru devoir, à cet effet, procéder à l'analyse de cette concrétion.

Ce calcul est triangulaire, à bords mousses et arrondis, et sa forme irrégulière; l'usure de ses faces et de ses arrêtes indique qu'il n'était pas seul dans les intestins du cheval. Son volume est celui d'une grosse pomme. Il a été cassé en deux, et dans son centre il existe un noyau plus gros qu'une aveline, de même apparence et de même couleur que le reste du calcul. Le noyau offre dans son intérieur un petit fragment aplati, blanc et cristallisé, de carbonate de chaux. Tel qu'il m'a été remis, le calcul pèse 311 grammes. A l'extérieur il a une couleur d'un blond foncé; sa surface est très lisse. A l'intérieur il a une texture cristalline et une couleur jaune brun; on n'y aperçoit point de couches concentriques; il est assez tendre; le couteau l'entame; il ne fait point effervescence avec les acides; trituré avec la potasse caustique, il répand une odeur très vive d'ammoniaque.

Nous laisserons le détail des essais analytiques de M. Girardin pour faire connaître la composition qu'il dit avoir obtenue de ce calcul.

Eau d'interposition.....	14,00
Phosphate ammoniaco-magnésien.....	48,00
Phosphate de chaux.....	19,00
Matière animale coagulée, insoluble dans les acides et dans l'eau.....	0,80
Matière soluble dans l'eau consistant en albu- minate de soude, sel marin.....	6,60

Matières extractives solubles dans l'alcool...	4,00
Matière grasse soluble dans l'éther.....	7,00
Perte .....	0,60
	<hr/>
	100,00

La conséquence de cette observation pour la pratique, c'est qu'il faut éviter de nourrir exclusivement les animaux avec du son et des recoupes, et, en général avec les diverses substances qui renferment une grande proportion de phosphates terreux.

---

SUR LE PROCÉDÉ D'ANALYSE DU SANG EMPLOYÉ PAR  
MM. ANDRAL ET GAVARRET.

Un de nos abonnés nous ayant demandé des renseignements sur le procédé d'analyse du sang mis en pratique par MM. Andral et Gavarret, nous donnons ici en quelques lignes ce procédé.

*Procédé d'analyse.* Le sang est reçu dans deux capsules d'égale capacité, et dont chacune peut contenir 180 grammes d'eau.

Dans une des deux capsules, on recueille les premier et quatrième quarts de la saignée; on abandonne cette portion de sang à elle-même, pour la laisser se coaguler.

Dans l'autre capsule, on recueille les deuxième et troisième quarts de la saignée; on bat immédiatement cette seconde portion de sang pour obtenir la fibrine, qu'on lave avec soin.

Les deux portions de la saignée ainsi séparées doivent avoir la même composition, quelle que soit l'influence de l'écoulement sur la composition du sang recueilli.

Quand la coagulation est effectuée, on sépare avec soin le sérum du caillot, et l'on dessèche :

1° La fibrine qui avait été obtenue en battant la moitié de la saignée.

2° Le sérum.

3° Le caillot.

On pèse la fibrine sèche, et l'on connaît ainsi la quantité de fibrine que contient le caillot sur lequel on opère.

On pèse le sérum après dessiccation complète, et l'on connaît ainsi sa composition en eau et en matériaux solides.

On pèse enfin le caillot desséché : la quantité d'eau qu'il contenait, représentée par la perte éprouvée dans cette opération de dessiccation, permet de calculer la quantité de matériaux solides du sérum que contient le caillot desséché ; en retranchant du poids du caillot sec, le poids de la fibrine, plus le poids des matériaux solides du sérum qu'il contient et qu'on a calculé, il reste le poids des globules que renferme le caillot.

Cette suite d'opérations fournit donc :

1° Le poids de la fibrine ;

2° Le poids des globules ;

3° Le poids des matériaux solides du sérum ;

4° Le poids de l'eau.

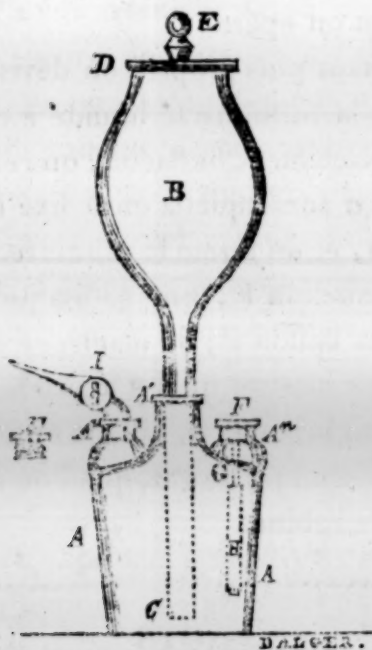
Quand on veut séparer les matériaux organiques du sérum de ses matériaux inorganiques, après avoir complètement desséché ce liquide, on pèse le résidu pour évaluer la quantité de matériaux solides, puis on incinère ce résidu avec le plus grand soin dans un creuset de platine. La masse blanche qui reste au fond du creuset représente les matériaux inorganiques.



### APPAREIL DE M. WANDEN BROEEK.

Cet appareil, ainsi que le démontre la figure, a la plus grande analogie avec l'appareil de M. Adorne auquel nous donnons la préférence.

Cet appareil, ainsi que la figure le démontre, se compose :



1° D'un flacon à trois tubulures AA.

Sur la tubulure du milieu est fixée le ballon B, dont l'extrémité inférieure C descend jusqu'au fond du flacon. Ce ballon est scellé sur la tubulure ; l'extrémité supérieure du ballon D est munie d'une ouverture fermée par le bouchon E.

Une autre tubulure du ballon se ferme hermétiquement au moyen d'un bouchon à vis F. Ce bouchon, d'après l'au-

teur, doit être en argent, il est muni d'une tige G qui se replie à son extrémité inférieure de manière à recevoir et supporter une lame de zinc H qui est roulée en spirale et à laquelle la tige G sert d'axe.

La troisième tubulure du ballon A''' est munie d'un robinet I que l'auteur dit devoir être en argent, ou ce qui vaudrait mieux en platine. Ce robinet est terminé par un ajutage terminé en forme de bec, suivant que le robinet est ouvert ou fermé, le gaz s'accumule ou se dégage.

Voici comment on opère :

Le flacon A étant plus propre, on dévisse le bouchon F ; on introduit par la tubulure le liquide à essayer jusqu'à ce qu'il remplisse exactement le flacon ; on réunit alors le bouchon F à la tige G sur laquelle on a fixé une lame de zinc roulée en spirale, et on ferme la tubulure. On ajoute alors, en enlevant le bouchon F, une suffisante quantité d'acide sulfurique dans le ballon B, de manière à ce que l'opération puisse marcher ; à mesure qu'il y a production de gaz, le liquide monte dans le ballon G. Lorsqu'on ouvre le robinet I, il y a production d'un jet de gaz, que l'on modère à volonté en faisant jouer le robinet.

---

#### NOTE

LUE A L'ACADÉMIE ROYALE DE MÉDECINE, LE 16 MARS 1840,

Par M. ORFILA.

Je demanderai à l'Académie la permission de lui lire quelques observations sur le fait qui lui a été communiqué par M. le docteur Bouillet. Mes réflexions porteront sur l'emploi du colcothar et du peroxyde de fer hydraté ; sur la présence de l'arsenic dans l'urine des individus empoisonnés

par des préparations arsénicales, et sur l'emploi des diurétiques dans le traitement de l'intoxication qu'elles déterminent.

*Colcothar et peroxyde de fer hydraté.*—Je parle à dessein de ces deux corps séparément, parce qu'il importe de ne point les confondre. Le colcothar est un oxyde anhydre qui n'exerce aucune action neutralisante efficace sur l'acide arsénieux : que l'on fasse bouillir pendant deux heures 16 grammes de cet oxyde avec de l'eau tenant en dissolution 2 milligrammes d'acide arsénieux (1,25 de grain), la liqueur filtrée fournira encore de l'arsenic à l'aide de l'appareil de Marsh ; donc 16 grammes de cet oxyde n'ont même pas neutralisé deux milligrammes d'acide arsénieux, ce qui revient à dire qu'il faudrait plus de 400 grammes de colcothar (12 onces et demie) pour absorber un grain de poison. Il est de toute évidence, d'après ce fait, que le colcothar doit être proscrit du traitement de l'empoisonnement par l'arsenic. En est-il de même du peroxyde de fer hydraté ? Je ne le pense pas, tout en reconnaissant qu'il n'est pas un antidote susceptible de neutraliser *complètement* l'acide arsénieux. Examinons les faits :

M. Guibourt a prouvé, dans un mémoire imprimé en 1839, qu'il suffisait de 100 grammes de peroxyde de fer hydraté à l'état de *magma* pour absorber et neutraliser 3 décigrammes et demi d'acide arsénieux (7 grains). Je viens de constater par des expériences nombreuses que si, au lieu de prendre le peroxyde à l'état de *magma*, on l'emploie desséché, c'est à dire *hydraté* et non humide, et à la température de 33 à 40 degrés centigr., 16 grammes peuvent neutraliser environ 6 décigrammes d'acide arsénieux (12 grains). Du moins la liqueur aqueuse surnageant, les 16 grammes d'oxyde hydraté laissés pendant quelques heures en contact

avec 6 décigrammes d'acide arsénieux, ne jaunissait plus par l'acide sulfhydrique additionné de quelques gouttes d'acide chlorhydrique.

D'un autre côté, les expériences de MM. Lesueur, Bouley jeune, Nonat, Deville et Sandras, etc., ont établi que les animaux ne périssent jamais empoisonnés quand on leur administre une dose d'acide arsénieux capable de les tuer, pourvu qu'on leur fasse prendre assez de peroxyde de fer hydraté pour neutraliser tout l'acide arsénieux. MM. Nonat, Deville et Sandras ont même conseillé, avec raison, de se servir de préférence de peroxyde de fer hydraté sec, parce qu'il renferme sous le même poids une quantité d'oxyde quatre fois au moins aussi considérable qu'à l'état de magma, et ils ont conseillé de donner 16 grammes d'oxyde hydraté sec pour chaque grain d'acide arsénieux que l'on voudrait neutraliser.

Il était curieux et utile, pour résoudre le problème dont je m'occupe, de savoir jusqu'à quel point le composé d'acide arsénieux et de peroxyde de fer hydraté qui se forme dans l'estomac des personnes empoisonnées conserve des propriétés toxiques. Déjà MM. Nonat, Deville et Sandras avaient annoncé que ce composé était vénéneux. Les expériences que j'ai tentées ne laissent aucun doute à cet égard. J'ai administré, à des chiens robustes et de moyenne taille, 32 grammes de peroxyde de fer hydraté sec, que j'avais préalablement combiné avec onze décigrammes d'acide arsénieux (20 grains); le composé ferrugineux ne contenait pas un atome d'acide arsénieux libre; on pouvait le faire bouillir dans l'eau, sans qu'il abandonnât à ce liquide la moindre parcelle de poison. Les animaux qui prenaient ce sous-arsénite, avaient des évacuations alvines plus ou moins abondantes et ne tardaient pas à éprouver tous les symptômes



de l'empoisonnement par l'arsenic; ils périssaient au bout de 28, 30 ou 40 heures, pourvu qu'on les empêchât de vomir, et, à l'ouverture des cadavres, on décelait la présence de l'arsenic dans l'*urine* et dans le *foie*; le canal digestif était à peine enflammé.

L'acide arsénique se comporte, à l'égard du colcothar et du peroxyde de fer hydraté, exactement comme l'acide arsénieux.

Je crois pouvoir conclure des faits qui précèdent : 1° que le colcothar ne doit jamais être employé comme contre-poison des acides arsénieux et *arsénique*, parce qu'il ne neutralise pas sensiblement ces poisons même à une dose exorbitante; 2° que le peroxyde de fer *hydraté* sec absorbe et neutralise une assez grande quantité de ces acides arsénicaux, en formant des sous-sels de fer vénéneux, mais moins délétères que les acides arsénieux et arsénique; les effets funestes de ces sous-sels dépendent évidemment de ce qu'ils sont décomposés par les acides contenus dans l'estomac et de l'absorption de l'acide arsénical mis à nu; 3° qu'il est dès lors utile d'administrer ce peroxyde hydraté sec, après l'avoir délayé dans l'eau, surtout si l'on fait vomir; car alors indépendamment de la portion de poison expulsée à l'état d'*acide arsénical* par le vomissement, les malades rejettent encore le *sous-sel de fer* qui s'est formé dans l'estomac et qui renferme une assez forte proportion de cet acide arsénical; 4° que l'on doit peu redouter, dans le cas où il n'y aurait point de vomissement, la présence du sous-arsénite ou du sous arséniate de fer dans l'estomac, quelque vénéneux que soient ces sels, parce qu'au fur et à mesure que les acides de l'estomac les décomposent, l'acide arsénical, mis en liberté, est saisi et neutralisé par une autre portion de peroxyde, lequel, comme on l'a constamment prescrit, doit avoir été employé à haute dose.

Qu'il me soit maintenant permis de dire un mot sur les complications que peut amener la présence du peroxyde de fer hydraté dans le canal digestif relativement aux recherches *médico-légales*. J'ai annoncé en septembre dernier que certains colcothars et certains peroxydes de fer hydratés des pharmacies contiennent de l'arsenic, et qu'il suffit quelquefois d'en introduire quelques grammes dans un appareil de Marsh pour obtenir des taches arsénicales nombreuses. Je supposerai que, dans un cas d'empoisonnement par un acide arsénical, l'on ait administré du peroxyde de fer hydraté et qu'après avoir extrait celui-ci de l'estomac ou des intestins on ait reconnu qu'il est arsénical. Comment déterminera-t-on si l'arsenic qu'il fournit provient du peroxyde de fer qui était naturellement arsénical, ou du sous-sel de fer, résultat de la combinaison du peroxyde avec un acide arsénical qui aurait été pris comme poison ? Ce problème, d'une importance incontestable, peut être facilement résolu.

1<sup>o</sup> Tout porte à croire, s'il y a eu empoisonnement, que l'acide arsénical n'a pas été entièrement neutralisé par le peroxyde avec lequel il peut être mêlé; s'il en est ainsi, il suffira de faire bouillir pendant 25 ou 30 minutes le peroxyde avec de l'eau distillée qui dissoudra l'acide arsénical *libre*, tandis qu'elle n'exercera aucune action sur l'arsenic naturellement contenu dans le peroxyde de fer ni sur l'arsénite ou l'arséniate de fer qui auraient pu se former;

2<sup>o</sup> Admettons que l'eau bouillante n'ait point dissous de traces d'acide arsénieux ou arsénique, on agitera 15 ou 16 grammes de peroxyde de fer bien lavé, avec autant de potasse à l'alcool *à froid*; cet alcali, qui n'enlèvera pas un atôme de l'arsenic naturellement contenu dans le peroxyde de fer, se combinera avec l'acide arsénical qui aurait été neutralisé par le peroxyde, *pour peu que cet acide se trouve en quantité*

notable dans le sous-sel de fer. L'arsénite de potasse dissous dans l'eau sera facile à reconnaître soit à l'aide de l'appareil de Marsh, soit à l'aide du gaz acide sulfhydrique, après saturation de l'excès d'alcali.

Si, au lieu d'agir à froid, on laissait bouillir pendant deux heures les proportions indiquées de peroxyde de fer et de potasse, la liqueur filtrée contiendrait de l'arsenic, soit que l'on eût agi avec certains peroxydes de fer *naturellement* arsénicaux, ou avec ceux qui, n'étant pas arsénicaux, auraient absorbé un acide arsénical dans le canal digestif.

*Présence de l'arsenic dans l'urine des individus empoisonnés par une préparation arsénicale.* — Puisque, dans ces derniers temps, MM. Flandin et Danger ont contesté l'existence de l'arsenic dans l'urine de certains animaux empoisonnés par l'acide arsénieux, je crois devoir ajouter à ce que j'ai déjà publié sur ce sujet : 1° qu'on trouve ce métal dans l'urine des chiens empoisonnés par l'application d'un décigramme d'acide arsénieux sur le tissu cellulaire sous cutané de la cuisse, ou dans l'estomac par l'ingestion de 60 à 75 centigrammes d'acide arsénieux en poudre fine, alors même que les animaux n'ont pris ni aliments ni liquides depuis 24 heures, ou enfin par l'introduction dans l'estomac de 20, 30 ou 40 centigrammes de ce poison dissous dans l'eau; 2° qu'à la vérité, la sécrétion urinaire est *quelquefois* suspendue dans cet empoisonnement, et qu'il existe alors à peine quelques gouttes d'urine dans la vessie; 3° qu'il peut se faire aussi, quand la mort arrive au bout de quelques heures, que l'acide arsénieux ne soit pas encore parvenu jusqu'à la vessie. Je suis tellement convaincu de la vérité de ces assertions, que j'offre volontiers à MM. Flandin et Danger de les leur démontrer. De tous les procédés imaginés pour constater la présence de l'arsenic dans l'urine, celui

qui mérite, suivant moi, la préférence, consiste à traiter ce liquide par le nitrate de potasse, comme je l'ai indiqué dans mon premier mémoire sur l'arsenic. C'est en agissant ainsi, que M. Chevallier a extrait de l'arsenic d'une très petite quantité d'urine rendue par la malade qui fait l'objet de l'observation présentée à l'Académie par le docteur Bouillet.

*Emploi des diurétiques dans le traitement de l'intoxication arsénicale.* — J'ai fait voir, par de nombreuses expériences, que tous les animaux empoisonnés par l'acide arsénieux n'urinaient pas, même lorsqu'on leur administrait d'abondants diurétiques aqueux et nitrés. Évidemment, quand on ne parvient pas à augmenter la sécrétion de l'urine, le traitement par les diurétiques échoue; c'est ce qui est arrivé à la dame qui fait le sujet de l'observation recueillie par le docteur Bouillet, laquelle n'a peut-être pas pris la dose de diurétiques aqueux et nitrés qu'on aurait pu lui faire avaler. Mais, par contre, j'ai établi que, lorsqu'on parvenait à faire uriner abondamment les animaux empoisonnés, ce qui n'est pas rare, on enlevait promptement aux organes l'arsenic qu'ils contenaient, arsenic qui était éliminé par l'urine, et j'ai dit avec raison que, dans ces cas, la médication diurétique était suivie de bons effets. Toutefois, je n'ai jamais prétendu qu'il suffît de diurétiques, même les plus actifs, pour guérir l'empoisonnement par les arsénicaux. Faites vomir et purger, ai-je dit, pour chasser le poison qui se trouve dans le canal digestif, puis employez les diurétiques afin d'expulser la portion de poison absorbée. Qu'on ne vienne donc pas opposer à la méthode que j'ai justement préconisée, des cas où les individus n'ont pas uriné, ou des expériences faites sur des chevaux avec de fortes doses d'acide arsénieux, expériences dans lesquelles on n'a pris qu'une des médications qui font partie du traitement que j'ai conseillé, la médica-



tion diurétique, négligeant la partie la plus essentielle, celle qui a pour objet l'expulsion du poison contenu dans le canal digestif. D'ailleurs, messieurs, il est des espèces où l'art est impuissant, parce que la dose du poison ingéré est trop forte, et que l'empoisonnement est trop grave. Pouvez-vous vous flatter de guérir toutes les hémorrhagies cérébrales, tous les cas de péritonite puerpérale, etc.? ce qui n'empêche pas de traiter avec succès plusieurs individus atteints de ces maladies.

---

## NOTE

*De MM. Danger et Ch. Flandin*

SUR LA VARIÉTÉ DES TACHES PRODUITES AVEC L'APPAREIL DE  
MARSH DANS LE CAS D'EMPOISONNEMENT PAR L'ARSENIC,  
Lue à l'Acad. de méd., dans la séance du 23 mars.

Messieurs,

Nous ne devons pas vous occuper encore d'un travail que nous avons présenté il y a cinq semaines à l'Institut. Par respect pour l'une comme pour l'autre Académie, nous attendions le jugement de la première commission chargée de prononcer sur les résultats de nos expériences : mais, par une sorte d'anticipation, notre travail a été, à deux reprises, dans cette enceinte, l'objet de discussions et d'interprétations diverses. C'est une obligation pour nous de venir répondre aux objections qui nous ont été faites, et de rétablir devant vous les opinions que nous avons émises dans le mémoire lu à l'Institut.

Le premier fait que nous avons énoncé est qu'il n'existe pas d'arsenic à l'état normal dans le corps humain. Il serait trop long de redire ici par quelle série d'expériences nous

avons été conduits à cette négation. Mais notre assertion n'ayant pas été contestée, et celui de vos honorables membres qui avait avancé la proposition contraire n'ayant fait que prendre ses réserves pour l'avenir sur la question, nous attendrons pour la traiter devant l'Académie qu'elle soit devenue l'objet d'une controverse.

La seconde conclusion de notre mémoire est : « Qu'il se » forme généralement dans l'acte de la carbonisation des » matières animales un produit soluble dans l'eau, sublimal, composé en grande partie de sulfite et de phosphite » d'ammoniaque unis à une matière organique, produit » susceptible de fournir, avec l'appareil de Marsh, des taches » présentant jusqu'à un certain point les caractères physiques » et donnant la plupart des réactions chimiques de l'arsenic; » que pour se mettre à l'abri de toute erreur en expertise » médico-légale dans un cas d'empoisonnement par un composé arsenical, il faut, quand on se sert de l'appareil de Marsh pour ses recherches, ne compter sur les réactions » franches et normales de l'arsenic qu'après avoir brûlé le » gaz hydrogène arsénié, et agi sur les produits de sa combustion ».

C'est sur ce point particulièrement que, dans une de vos précédentes séances, il a été présenté diverses objections par M. Orfila. Ce chimiste vous a montré, d'une part, des taches obtenues en mettant dans l'appareil de Marsh 30 centigrammes de sulfite d'ammoniaque, autant de phosphite d'ammoniaque et 18 gouttes d'huile essentielle de térébenthine, et il vous a dit que ces taches n'avaient aucun des caractères des taches arsénicales. Mais nous vous ferons remarquer, Messieurs, que les réactions que M. Orfila a produites sous vos yeux ont été faites comparativement avec des taches obtenues au moyen de l'acide arsénieux ou arsénique pur. Or,

dans les cas de médecine légale, quel que soit le mode de carbonisation que l'on emploie, jamais les taches que l'on obtient sur la porcelaine ne sont formées par de l'arsenic pur; ces taches sont toujours mélangées d'une plus ou moins grande quantité de matières animales, de soufre et de phosphore, souvent à divers degrés d'oxygénation.

D'ailleurs, les taches de M. Orfila ont été préparées avec des proportions de sulfite et de phosphite tout à fait arbitraires. Pour nous, ce sont les sulfite et phosphite qui se produisent dans l'acte même de la carbonisation des matières animales que nous avons toujours opposées à ce que l'on a appelé l'arsenic normal, et même aux réactions de l'arsenic provenant de chairs empoisonnées. De plus, quand nous voulons produire artificiellement nos taches, nous prenons des proportions tout autres que celles qui ont été adoptées par M. Orfila, cherchant à nous rapprocher le plus possible des composés formés dans l'acte de la carbonisation. Toutefois cette synthèse n'a jamais été indiquée par nous que comme la contr'épreuve de l'analyse qui nous avait fait reconnaître les sulfite et phosphite naturels.

En second lieu, M. Orfila vous a présenté des taches provenant du bichlorure de mercure, des chlorures d'étain et plomb, etc., taches qu'il vous a dit *ressembler beaucoup plus encore que les nôtres* aux taches arsénicales. Pour nous, la question n'a jamais été la recherche d'un composé qui pût simuler les taches de l'arsenic, mais bien la recherche de la cause qui avait fait admettre la présence de l'arsenic à l'état normal dans le corps humain. Sans nous écarter des conditions ordinaires où l'on peut se trouver en médecine légale dans un cas d'empoisonnement par l'arsenic, nous avons recueilli une série de taches que nous mettons en ce moment sous les yeux de l'Académie. Que l'on juge, tout à la fois sous

le rapport des apparences physiques, comme sous celui des réactions chimiques, si de tels éléments peuvent fournir des caractères propres à décider une question d'empoisonnement.

La variété des taches dont vous ne voyez pas encore ici toutes les nuances, tient à une foule de causes qu'il serait trop long de passer en revue. Nous jetterons seulement un coup d'œil sur les deux principales, qui dérivent de l'appareil de Marsh et de l'acte même de la carbonisation.

Les taches que produit l'appareil de Marsh au commencement de son action étant formées d'hydruure d'arsenic, de matière animale, de soufre et de phosphore plus ou moins oxygénés ( nous passons sous silence l'entraînement mécanique du liquide traversé par le gaz ), leur couleur est brune avec un reflet métallique prononcé. Mais à mesure que l'appareil de Marsh, de plus en plus chargé de sulfate de zinc, demande une plus grande quantité d'acide sulfurique pour fournir un dégagement convenable d'hydrogène, l'action électro-chimique devient telle, que le soufre et le phosphore des matières animales sont eux-mêmes désoxygénés.

Alors les taches, de brunes qu'elles étaient, tirent au jaune, et finissent par n'être plus formées que de sulfure et de phosphure d'arsenic. Le faible miroitement qu'elles conservent dans ce dernier cas, est dû à l'action réductive de la flamme de l'hydrogène sur la couche mince de sulfure et de phosphure d'arsenic. Il suffit d'indiquer ces deux modifications extrêmes produites par l'appareil de Marsh, pour qu'on se fasse promptement une juste idée de la variété, et de couleur et de composition chimique, que peuvent présenter les taches fournies par cet appareil à ses divers moments d'action.

L'acte de carbonisation n'apporte pas des complications



moindres dans les résultats. Ces complications tiennent, d'une part, à la difficulté de répartir uniformément la chaleur sur les bords comme sur le fond de la capsule, et par conséquent d'obtenir un produit homogène; de l'autre, à l'état même des matières animales sur lesquelles on opère, et et qui, plus ou moins putréfiées, exigent pour passer à l'état de charbon une quantité d'acide qu'on ne peut déterminer *à priori*. Cela est si vrai, que les toxicologistes se mettent encore en garde, par divers auxiliaires, contre la production de la mousse qu'ils n'ont pu jusqu'ici prévenir d'une manière sûre.

A ces diverses complications, si l'on ajoute celles que peuvent apporter à la solution du problème médico-légal l'existence de l'antimoine dans les chairs par suite de l'administration de l'émétique employé comme moyen thérapeutique on se rendra compte, non pas encore de toutes, mais des plus graves difficultés que peut présenter une expertise dans un cas d'empoisonnement par l'arsenic. Nous le répèterons ici, après l'avoir dit ailleurs, relativement aux sulfite et phosphite naturels, la coloration de la flamme, l'odeur alliée qu'elle exhale, l'aspect miroitant des taches, leur déplacement ou leur vaporisation à l'extrémité du jet, l'action à froid ou à chaud de l'acide nitrique, celle de l'hydrogène sulfuré, du nitrate d'argent et celle même du papier de tournesol, qu'on a dernièrement invoquée, toutes ces réactions sont si faciles à confondre avec celles de l'arsenic tel qu'on l'obtient des matières animales, qu'il n'y a qu'un chimiste d'habileté tout exceptionnelle qui, dans tous les cas et d'après de tels caractères, puisse porter un jugement en toute conscience.

Nous prévoyons une objection : on dira que dans un cas où les taches ne présenteraient que des réactions imparfaites,

incomplètes, on s'abstiendrait de prononcer. Mais alors la mission de l'expert ne serait pas ou serait mal remplie. S'il importe de ne pas sacrifier l'innocent, il importe aussi de ne pas laisser échapper le coupable.

On nous a prêté, relativement à la dernière conclusion de notre mémoire, une opinion que nous n'avons pas émise en termes aussi absolus qu'on le suppose. On nous a fait dire que dans les cas d'empoisonnement par un composé arsénical, on ne retrouve jamais d'arsenic dans les urines. Notre pensée demande à être mieux comprise. Voici le texte même de notre mémoire sur ce point :

« Dans le cas où des chiens ont pris graduellement des  
» doses croissantes d'acide arsénieux, mais sans qu'il en soit  
» résulté pour eux des souffrances graves, les excréments  
» solides seuls nous ont donné de l'arsenic. Nous n'en avons  
» retrouvé aucune trace dans les urines, bien que nous  
» ayons fait nos recherches sur des quantités suffisantes de  
» ce liquide pour obtenir de l'acide arsénieux s'il en eût con-  
» tenu. Les chiens tués, fût-ce au moment où ils paraissaient  
» le plus malades, on n'a retrouvé de l'arsenic que dans les  
» matières alimentaires ou excrémentitielles du tube digestif.  
» On n'en a pas retiré des urines retenues dans la vessie après  
» la mort, non plus que des viscères ou de la chaire muscu-  
» laire. Les parties mêmes du tube digestif sur lesquels il  
» existait des rougeurs, des érosions, des ulcérations, ne  
» nous ont pas donné les plus petites traces de métal, quand  
» on les avait préalablement lavées avant d'y rechercher le  
» poison.

» Les chiens empoisonnés de la manière la plus aiguë par  
» l'action de l'acide arsénieux appliqué sous la peau ou in-  
» jecté dans l'intestin, nous ont également fourni des traces  
» manifestes d'arsenic dans leurs tissus. Mais une remarque

» que nous avons faite et sur laquelle nous appelons l'attention des expérimentateurs, c'est que dans le cas d'empoisonnement aigu, soit que le poison ait été appliqué sous la peau, ou qu'il ait été introduit dans le tube digestif, les animaux n'urinent pas, et qu'après leur mort on retrouve leur vessie vide et contractée.

» D'où nous croyons pouvoir tirer les inductions suivantes : Les effets pathologiques que l'arsenic produit sont de deux sortes; ils sont purement *physiques* tant que les forces vitales s'opposent à l'absorption du poison; ils sont véritablement *organiques* sitôt que l'absorption a lieu. Dans le premier cas, les lésions sont superficielles ou profondes; la nature peut ou non les guérir, selon la force et la constitution du sujet; mais la guérison est la règle, la mort l'exception. Dans le second cas, lorsque le poison est absorbé, la mort, au contraire, est la règle, et la guérison l'exception. L'arsenic frappe alors comme un glaive, suivant une expression de Platner. »

Pour ne laisser aucun doute sur notre opinion, nous le répétons : règle générale, les chiens empoisonnés d'une manière aiguë, c'est à dire violente, n'urinent pas. Il se passe ici quelque chose d'analogue à ce qui a lieu dans le choléra, la sécrétion urinaire cesse tant que l'animal est sous l'influence d'une action toxique grave. Ce n'est qu'au moment où la réaction vitale s'établit, si elle doit s'établir, que la sécrétion rénale reprend son cours; alors seulement l'arsenic apparaît dans les urines. Quand les animaux n'ont pris qu'une dose légère de poison, une dose insuffisante pour produire des symptômes de prostration, il n'y a pas ordinairement de poison absorbé, ou du moins nous n'en avons pas retrouvé dans les urines; non plus, par comparaison, que dans celles

des malades auxquels on avait administré, sans accidents, la teinture de Fowler comme agent thérapeutique.

On conçoit qu'il nous est difficile de fixer une ligne de démarcation tranchée entre les symptômes de non absorption et les symptômes d'absorption. Nous n'avons eu en vue, dans la distinction que nous avons essayé de faire, que la question de thérapeutique. Appelé près d'un malade qu'on soupçonne avoir pris de l'arsenic, est-ce dans les urines que le médecin doit aller chercher les indices ou les traces du poison, comme on a conseillé de le faire? La conclusion qui termine notre mémoire exprime à cet égard notre pensée, la voici :

« Dans les cas d'empoisonnement par l'arsenic, c'est dans » les fèces et la matière des vomissements qu'on doit surtout » chercher les traces du poison pendant la vie; si la mort » est l'effet immédiat de l'empoisonnement, on retrouve l'ar- » senic jusque dans les organes les plus éloignés du centre » de l'action toxique ».

D'après ce qui précède, nous pensons que la preuve de l'empoisonnement par un composé arsénical ne doit être faite au moyen des taches, qu'autant que le gaz dégagé de l'appareil de Marsh a été préalablement brûlé; et à cet effet, nous proposons d'ajouter à cet appareil tel qu'on l'a employé jusqu'ici un annexe qui permet de concentrer tous les produits de la combustion, et de recueillir sans perte l'acide arsénieux complètement débarrassé des matières organiques susceptibles d'en masquer les réactions.

Cet annexe consiste :

1° En un *condensateur* cylindrique portant vers son extrémité inférieure une tubulure, et se terminant par un cône dont la pointe reste ouverte ;

2° En un *tube à combustion* recourbé à son milieu en an-



gle droit, et pouvant s'adapter à la tubulure du condenseur à l'aide d'un bouchon ;

3° En un *réfrigérant*, dont l'extrémité inférieure s'engage dans la partie conique du condenseur et en ferme l'ouverture. Le tout est soutenu par un support.

Pour faire usage de cet appareil, on remplit le réfrigérant d'eau distillée, et on l'introduit dans le condenseur ; on fixe le tube à combustion et l'on engage dans son intérieur, à un tiers de l'extrémité, le jet de flamme alors qu'il ne se dégage encore de l'appareil de Marsh que de l'hydrogène pur. On introduit les liquides suspects dans le flacon et on laisse la combustion s'opérer, en ayant soin de régulariser le jet de flamme et de l'obtenir aussi petit que possible, de 5 à 6 millimètres au plus. Si l'appareil de Marsh a été convenablement disposé, une portion de l'arsenic se dépose à l'état d'acide arsénieux concret et solide, dans le tube à combustion ; l'autre portion, emportée par la vapeur d'eau, vient se condenser sur les parois du réfrigérant, et de là s'écoule dans le condenseur. L'ouverture pratiquée à l'extrémité inférieure de ce cylindre permet à l'opérateur, en soulevant le réfrigérant, de recueillir, à tel ou tel moment de l'opération, la quantité d'eau qu'il juge convenable à des essais successifs. L'opération terminée, l'acide arsénieux déposé dans le tube à combustion sert à donner le métal et le sulfure sec. Les eaux recueillies servent aux réactions de l'appareil de Marsh, de l'hydrogène sulfuré, du sulfate de, cuivre ammoniacal ; du nitrate d'argent, etc. Mais avant de prononcer sur la couleur obtenue avec le nitrate d'argent on doit se souvenir que les liquides sur lesquels on opère peuvent contenir des traces d'acide phosphorique.

Nous avons l'honneur de vous présenter, Messieurs, dans ce petit tube, un anneau d'arsenic métallique obtenu avec

100 grammes seulement de la chair d'un animal empoisonné par 15 centigrammes (3 grains) d'acide arsénieux introduit sous la peau, c'est à dire dans les conditions les plus défavorables pour retrouver le poison. Les 100 grammes de chair ont été pris moitié sur le foie, moitié dans la chair musculaire, mais sur un point éloigné de celui où avait été appliqué l'acide arsénieux.

L'échantillon d'arsenic contenu dans le tube pèse plus d'un milligramme, ainsi qu'il serait facile de s'en assurer.

Pour fixer jusqu'à quel point il est possible de rendre visibles à l'état métallique de petites quantités d'un composé arsénical, nous avons l'honneur de vous présenter comparativement, dans un autre petit tube, une auréole très petite, mais facilement perceptible d'arsenic, qui provient de la soixante-quatrième partie d'un milligramme d'acide arsénieux. Nous pouvons donc dire, sans crainte d'être démentis par l'expérience, que partout où l'on obtiendra, avec l'appareil de Marsh, des taches en quantité suffisante pour prononcer sur un cas d'empoisonnement, il sera également possible de reproduire l'arsenic à l'état métallique. Toutes les taches arsénicales que l'on retrouvera sur les assiettes qui sont en ce moment sous vos yeux, ont été faites avec les eaux de lavage du charbon qui nous a donné l'arsenic métallique. Les eaux recueillies dans notre appareil nous ont fourni, en outre, toutes les réactions propres à caractériser le métal obtenu.

Dans ce grand tube sont des sulfite et phosphite provenant de la carbonisation de matières animales empoisonnées. Avec cette quantité, qui est extraite de 50 grammes de chair musculaire, on pourrait recouvrir de taches un plus grand nombre d'assiettes que vous n'en avez en ce moment sous les yeux.

## NOTE

LUE PAR M. ORFILA A L'ACADÉMIE DE MÉDECINE, EN RÉPONSE  
AUX OBSERVATIONS DE M. FLANDIN ET DANGER.

Le mémoire lu par M. Flandin à la dernière séance, renferme des faits qui, s'ils étaient exacts, infirmeraient, en partie, ce que j'ai établi dans mon travail sur l'arsenic. Déjà la presse malveillante s'est empressée de propager les idées de notre honorable confrère, avec des commentaires tels, qu'à l'en croire, il ne resterait rien de mes expériences; je me dois à moi-même et à la vérité, de ne pas garder le silence dans cette occasion, et je viens demander à l'Académie d'ordonner que la commission chargée d'examiner la note de M. Flandin, se mettra en communication avec moi, afin de s'assurer :

1° Que les taches obtenues par MM. Flandin et Danger avec les sulfites et les phosphites n'offrent aucun des caractères des taches arsénicales pures;

2° Qu'elles ne sauraient être confondues non plus avec les taches arsénicales que l'on recueille en carbonisant, par l'acide azotique, les viscères des animaux empoisonnés par l'arsenic, quoique ces taches contiennent de la matière organique;

3° Que l'on n'obtient jamais la moindre tache, contrairement à l'assertion de MM. Flandin et Danger, en carbonisant convenablement les viscères des animaux non empoisonnés;

4° Qu'on n'en obtient pas davantage quand on détruit la matière organique par le nitrate de potasse;

5° Que les taches arsénicales, retirées à l'aide du nitrate

de potasse, des viscères des animaux empoisonnés, sont pures et sans mélanges de matière organique;

6° Que, dans l'état actuel de la science, il n'existe aucune tache que l'on puisse confondre avec la tache arsénicale;

7° Qu'il est sans doute plus avantageux, dans un cas d'empoisonnement par l'arsenic, de recueillir, outre les taches arsénicales, *un anneau* d'arsenic métallique; que cela devient même nécessaire, lorsque les taches n'offrent pas l'ensemble des caractères qui suffisent pour les reconnaître. C'est ce que j'ai dit le premier, en janvier 1839, deux ans avant MM. Flandin et Danger (voir mon premier mémoire), là, j'ai positivement prescrit de fixer quatre ou cinq taches sur une capsule, puis de faire arriver le gaz dans un tube de verre, afin d'obtenir un anneau d'arsenic. Depuis, j'ai simplifié l'appareil à ce point que j'obtiens à la fois avec un *seul tube* et l'anneau et les taches.

8° Que je n'accepte pas l'explication qui m'a été donnée par MM. Flandin et Danger, quelque flatteuse qu'elle soit pour moi, savoir : qu'ils ne doutent pas de l'efficacité et de l'exactitude de mes procédés, quand ils sont mis en pratique par moi ou par des médecins habiles, car je prétends que tout homme doué d'une aptitude médiocre, doit réussir du premier coup, ces procédés étant beaucoup plus simples que tous ceux qui ont été proposés jusqu'à ce jour.

9° Qu'il n'est pas vrai que les animaux n'urinent jamais lorsqu'ils sont sous l'influence de l'acide arsénieux; je démontrerai le contraire à la commission, et je lui ferai voir que l'on peut, à l'aide de certains diurétiques, faire uriner plusieurs des animaux qui probablement n'auraient pas uriné ou auraient à peine uriné sans cette médication.

10° Que les objections faites par MM. Flandin et Danger, au système des recherches médico-légales que j'ai proposé, ne soutiendront pas le plus léger examen.



## RAPPORT SUR UN CAS D'EMPOISONNEMENT PAR L'ARSENIC.

L'Académie nous a chargé, M. Caventou et moi, de lui faire un rapport sur un cas d'empoisonnement par l'acide arsénieux qui a été observé par M. le docteur Bouillet. Nous venons remplir la tâche qui nous a été imposée.

Une dame N..., âgée de trente-deux ans, d'une forte constitution, prit le 11 novembre à 10 heures du matin environ, six grammes d'acide arsénieux délayé dans de l'eau. M. Bouillet, appelé à 10 heures, reconnut, par l'inspection d'un verre laissé sur la cheminée, que le poison ingéré était de l'acide arsénieux; il résolut de combattre l'empoisonnement par l'oxyde de fer hydraté, mais, ayant prescrit ce produit, on lui envoya du colcothar. Il administra à la malade de la préparation ferrugineuse à la dose de 60 grammes dans de l'eau sucrée; il obtint de nombreux vomissements, mais la malade refusa bientôt de prendre de nouveau ce médicament qui lui inspirait le plus violent dégoût.

Le 12, M. Bouillet n'ayant pas obtenu le succès qu'il attendait de l'administration de la préparation ferrugineuse que la malade n'avait sans doute pris que quantité insuffisante pour neutraliser le poison, il crut devoir recourir à un traitement par les diurétiques, M. Orfila ayant conseillé ce traitement comme étant efficace et pouvant faire cesser les accidents.

Le traitement employé par M. le docteur Bouillet consistait, d'après son observation, en une tisane diurétique ou émulsion nitrée; il fit aussi administrer à la malade des bains de siège nitrés, des grands bains à une époque de la maladie qui dura cinq jours; il fit prendre de la manne, pratiquer des frictions avec l'huile de croton tiglium, appliquer

des sinapismes, mais toutes ces médications furent inutiles, et, quoique la malade eût éprouvé de violents vomissements qui avaient dû déterminer l'expulsion de la plus grande partie de la matière toxique, elle succomba le 16 novembre à midi, cinq jours après avoir pris le poison.

Pendant tout le temps que vécut la malade, M. Bouillet observa qu'il y eut absence presque complète d'urines; en effet, la malade n'urina pas les 11, 12 et 13 novembre; le 14, elle rendit environ 100 grammes d'urine; le 15, 150 grammes; la malade eut de violents vomissements; ces vomissements étaient formés d'une matière de couleur verte.

M. Bouillet s'étant livré à l'examen des urines rendues par la malade le 14 et le 15, il reconnut, à l'aide de diverses opérations et de l'appareil de Marsh, que les urines contenaient de l'arsenic; il crut aussi reconnaître que l'arsenic était en plus grande quantité dans les urines rendues le cinquième jour, que dans celles rendues le quatrième; ce praticien reconnut aussi la présence de l'arsenic dans les matières des vomissements.

De cette observation, M. Bouillet tire les conclusions qui sont les suivantes : 1° qu'il n'a pas obtenu tout le succès qu'il s'était promis de l'emploi des diurétiques dans un cas d'empoisonnement par l'acide arsénieux.

2° Que son observation confirme les assertions émises par M. Orfila devant l'Académie royale de médecine; que l'arsenic passe dans les urines des animaux empoisonnés par l'arsenic, puisqu'il a pu constater la présence de cette substance toxique dans les urines rendues par madame N... le quatrième et le cinquième jour de l'empoisonnement.

3° Que la quantité d'arsenic devient de plus en plus considérable dans les urines des personnes empoisonnées, à mesure qu'on s'éloigne de l'époque de l'empoisonnement.

Tout en rendant justice à M. Bouillet, nous ferons observer que l'insuccès qu'il a constaté après l'emploi des diurétiques peut être expliqué 1° par la raison qu'il n'a fait usage de mode de ce traitement que le lendemain de l'empoisonnement et après avoir fait usage de 60 grammes d'une préparation ferrugineuse; 2° par les observations faites par M. Orfila qui a établi dans les expériences qu'il a faites sur les animaux, que les animaux empoisonnés par l'arsenic sont morts quoiqu'on leur eût fait prendre des diurétiques; mais il fut constaté que ces animaux n'avaient point uriné. Il fut aussi reconnu que ceux qui avaient uriné abondamment avaient été sauvés.

Nous admettons, comme l'auteur de l'observation, que l'arsenic passe dans les urines des animaux empoisonnés; ce fait a été démontré par l'examen chimique des urines d'animaux empoisonnés par l'arsenic.

Le fait qu'il a signalé doit cependant être constaté, car il démontre que chez l'homme l'arsenic passe dans les urines, fait qui devait être prévu puisqu'il est démontré que les urines des personnes qui font usage de l'émétique fournissent des urines desquelles on peut retirer de l'antimoine en plus ou moins grande quantité, selon que l'émétique a été administré à plus ou moins haute dose.

Quant à l'assertion émise par M. Bouillet, que l'arsenic existe dans les urines en plus grande quantité à mesure qu'on s'éloigne de l'empoisonnement, le fait peut être possible, mais rien, dans l'observation de M. Bouillet, ne peut nous convaincre de la vérité de cette assertion; il eût fallu, pour établir la vérité d'une semblable proposition, pouvoir recueillir l'arsenic existant dans les urines obtenues le 14 et le 15, et en déterminer la quantité; ce qui n'a pas été fait, et ce qu'il n'était guère possible de faire.

M. Bouillet avait joint à son rapport une petite quantité des urines rendues le cinquième jour, et de la matière des vomissements du sixième jour au matin; l'examen que nous avons fait de ces urines et de ces matières nous a permis de reconnaître l'existence de l'arsenic dans les urines, mais nous n'en avons point trouvé dans les matières des vomissements.

En résumé, l'observation adressée à l'Académie par M. Bouillet présente de l'intérêt puisqu'elle fait voir que l'arsenic passe dans les urines des personnes empoisonnées par ce toxique, les commissaires pensent que l'Académie doit lui adresser une lettre de remerciement pour l'envoi qu'il lui a fait de son observation.

---

#### GALERIE CHIMICO-PHARMACEUTIQUE.

Dix-sept ans de succès non contestés, ont démontré tout l'intérêt que les chimistes, les pharmaciens et même les médecins, attachent à la publication périodique connue sous le nom de *Journal de chimie médicale*, etc., publication qui porte un cachet de spécialité qui la rend utile à tous ceux qui s'occupent de toxicologie, de chimie médico-légale, de chimie judiciaire et de pharmacie.

Voulant justifier de plus en plus la bienveillance qu'on nous accorde, nous cherchons à la mériter par des améliorations reconnues devoir ajouter un nouvel intérêt à notre publication.

Une voix éloquente ayant dit que les connaissances acquises sont un bienfait dont le plus souvent la trace est perdue, un héritage dont nous usons sans reconnaissance, nous avons pensé qu'il serait utile de démontrer que nous n'ignorons pas combien la masse de lumières dont notre siècle s'honore a coûté de peines et de recherches à ceux qui nous







N. LEMERY.

l'ont transmises. Pour atteindre ce but nous ferons paraître à dater du mois de mai et de deux en deux mois, des portraits avec des notices sur les hommes célèbres qui ont illustré la chimie et la pharmacie. Ces portraits seront pris non seulement parmi les célébrités nationales, mais encore parmi les savants étrangers, persuadés que nous sommes, que les limites des états ne séparent point les savants et que ceux-ci appartiennent à toutes les nations qu'ils éclairent également.

Nous ne faisons pas connaître ici les noms des chimistes et des pharmaciens dont nous donnerons les portraits; nous chercherons à nous procurer tous ceux dont les noms appartiennent aux fastes de la chimie et de la pharmacie, c'est ainsi que nous croyons pouvoir, sans demander aucune augmentation de prix à nos abonnés, ajouter un nouvel intérêt au journal que nous publions.

---

## NOTICE

SUR NICOLAS LEMERY.

La nature, féconde en prodiges, se montre avare des hommes auxquels l'étendue de leur génie permet de soulever le voile dont elle couvre ses secrets, d'imprimer aux sciences une marche nouvelle, de les enrichir de faits précieux, et de voir leurs travaux marqués au coin de l'utilité. Tel fut Nicolas Lémery. Ce chimiste naquit à Rouen, le 19 novembre 1645, de Julien Lémery, procureur au parlement de Normandie. A peine âgé de douze ans, il eut le malheur de perdre son père. Dès que ses études classiques furent terminées, un de ses parents, Bourdot, le reçut dans sa pharmacie en qualité d'élève, où il resta plusieurs années entièrement livré à cette étude et à celle de l'histoire naturelle, en ayant soin de réunir tous les faits qui pa-

raissaient curieux ou nouveaux. Son apprentissage étant terminé et ayant atteint vingt-un ans, il se rendit à Paris, et logea chez Glazer, démonstrateur de chimie au Jardin du roi, dans le laboratoire duquel il travailla. Ce Glazer était un alchimiste, très peu communicatif, d'un caractère dur et irascible. Lémery sentit qu'il y avait peu à profiter à une pareille école, quoiqu'il soupçonnât cependant que cette alchimie décevante était appelée à donner naissance à la chimie, cette science toute de faits et de vérités. Il avait compris de bonne heure, qu'en s'écartant des routes que le génie nous trace, on s'expose à embrasser des erreurs sans réflexion et comme par instinct; aussi, loin de suivre au hasard des opinions, par un respect aveugle pour les grands noms qui les ont avancées, il valait mieux consulter sans cesse l'expérience; car c'est d'elle seule que proviennent les faits, et que ceux-ci restent la vérification d'un principe, ce qui convenait beaucoup mieux à la trempe de son esprit que le fatras alchimique de Glazer. Il le quitta donc pour aller voyager comme c'était alors la mode parmi ceux qui se livraient à l'étude des sciences, de visiter les savants pour puiser chez eux des connaissances nouvelles et même quelques secrets. Lémery choisit d'abord Montpellier, où M. Verchant, pharmacien qui jouissait d'une grande réputation, le reçut chez lui; il commença à y montrer la chimie à quelques étudiants; dans ses leçons, Lémery s'attacha à captiver son auditoire par la clarté qu'il portait dans ses démonstrations et les soins qu'il prenait d'en faciliter l'intelligence, en écartant tout ce qui pouvait jeter quelque obscurité dans ses explications. Bientôt, tout Montpellier retentit des éloges du jeune professeur; le nombre de ses écoliers s'accrut à un tel point que les médecins et les professeurs même de cette célèbre université, dit M. de Fontenelle, accoururent à ses le-



cons. Lémery profita de son séjour à Montpellier pour y étudier la médecine; il reprit ensuite le cours de ses voyages, et, après quelques années, il revint à Paris où il fit un cours de chimie expérimentale dans le palais du *prince de Condé*, en présence de ses amis, le célèbre *Tournefort*, *Regis*; du *Verney*, *Guy-Patin* de *Homborg*, etc.; qui eurent le malheur de figurer dans le procès de la trop fameuse *marquise de Brinvilliers*. Peu d'années après Lémery se maria, prit le titre de *M<sup>e</sup> apothicaire*, et ouvrit des cours de chimie, rue Galande; l'affluence y fut telle que nombre de ses pensionnaires ne pouvant tous se loger chez lui, remplissaient les hôtels de cette rue, et l'on avait beaucoup de peine à pénétrer dans cette sorte de cave enfumée où il professait. A sa voix, toutes les théories absurdes, tous les faits mal observés disparaissaient pour faire place à des explications plus en rapport avec l'expérience qui seule était pour lui la démonstration des démonstrations. En effet, l'évidence qui en résultait le mettait à l'abri de tout soupçon d'erreur ou d'illusion. Les produits de son laboratoire et de sa pharmacie étaient si grands que le magistère de bismuth suffisait seul aux fortes dépenses de sa maison. Lémery était au comble de la prospérité quand l'intolérance vint l'en arracher; il était de la religion réformée; il reçut donc l'ordre de cesser ses cours et de fermer son établissement pharmaceutique. Soudain le marquis de Brandebourg lui fit offrir de créer pour lui une chaire de chimie à Berlin; il refusa cette offre bienveillante et continua à faire secrètement des cours. Les persécutions ne faisant que s'accroître, il passa en Angleterre où il fut bien accueilli par Charles II. Mais les troubles de ce royaume forcèrent Lémery de revenir en France, où, par suite de la révocation de l'édit de Nantes, l'exercice de la médecine même lui fut interdit, ce qui non seulement détruisait sa

fortune, mais paralysait son avenir. Dès lors, Lémery, cédant à ses convictions et à la voix de quelques amis, embrassa la religion catholique romaine; il se croyait désormais à l'abri des coups du sort; il n'en fut pas ainsi. On lui permit, il est vrai, de reprendre ses cours ainsi que l'exercice de la médecine, mais non celui de la pharmacie auquel il avait été forcé de renoncer en prenant le titre de docteur en médecine. Cependant, pour le rétablissement de sa fortune, la pharmacie lui ouvrait une plus large voie. Les lettres patentes qu'il reçut du roi ne purent lui rendre favorable le lieutenant général de police, ni la Faculté de médecine, ni les gardes-mâtres apothicaires. Mais la réputation de Lémery était si grande et son nom honorait tellement la pharmacie, que les apothicaires de Paris, voulant rendre hommage à un si beau talent, se désistèrent de leurs prétentions. Dès lors, Lémery se voua entièrement à la pharmacie, et publia en 1697 sa *Pharmacopée universelle*, qui fut suivie (en 1698) de son *Dictionnaire des drogues simples*, ouvrage qui est encore lu avec intérêt et consulté avec fruit. Ces deux ouvrages, les deux plus marquants de l'époque, lui valurent son admission à l'Académie royale des Sciences, qu'il enrichit de ses écrits. Pendant vingt-cinq ans, ses cours furent suivis avec enthousiasme, et offrirent, dit M<sup>e</sup> Cap, le premier exemple d'un succès populaire attaché à l'enseignement de la chimie. Tous les savants lisaient ses écrits avec une sorte d'avidité; il purgea la pharmacie d'une foule de formules indigestes, et d'une grande partie du fatras arabe qui en faisait un vrai dédale. Le dernier ouvrage de cet infatigable chimiste fut son *Traité sur l'Antimoine*, ouvrage où l'on trouve des faits précieux, et des observations neuves et très curieuses pour ce temps. Ces divers ouvrages furent traduits en presque toutes les langues. Ce chimiste, après une série de travaux consé-

cutifs, et après avoir mené une vie si agitée, mourut à Paris, le 19 juin 1715, âgé de soixante-dix ans, laissant deux fils qui portèrent dignement le nom de Lémery, mais qui ne vécurent pas assez pour ajouter à son illustration. L'éloge de cet homme célèbre fait partie de ceux que son compatriote M. de Fontenelle a lu à l'Académie royale des Sciences de Paris.

Outre les ouvrages de Lémery que nous avons cités, voici les Mémoires qu'il a publiés dans la collection de l'Académie des Sciences.

1° Des Observations sur une extinction de voix, guérie par des herbes vulnéraires.

2° Une Note sur une fontaine pétrifiante.

3° Des Feux souterrains, des tremblements de terre, etc.

4° Examen chimique des eaux de Passy.

5° Observation sur le camphre et sa purification.

6° Sel ammoniac trouvé près du Vésuve.

7° Examen chimique de l'Eau minérale de *Vézelay*.

— de Cransac.

8° Du miel et de son analyse.

9° Examen d'une Eau minérale découverte à Paris dans le faubourg Saint-Antoine.

10° De l'Urine de vache.

11° De l'Hydromel vineux.

12° Observation sur la cire.

— sur la manne.

— sur le sublimé corrosif.

— sur les cloportes.

13° Sur l'odeur développée pendant la précipitation de l'or dissous dans l'eau régale, par l'esprit de sel ammoniac et l'huile de tartre.

J. de F.

## SOUSCRIPTION AU MONUMENT D'HERVY.

M. Audouard fils, pharmacien, à Béziers (Hérault), 5 fr.

M. Jousse dit *Martinière*, à Ecommoy (Sarthe), 5 fr.

La Société des Pharmaciens du nord de l'Allemagne a envoyé à M. Cap, la somme de 100 francs pour aider à l'érection de ce monument; la lettre de M. Rodolphe Brande a été entendue avec un grand plaisir, parce qu'elle démontre que les hommes qui s'occupent de la science, soit en France, soit à l'étranger, ne sont pas divisés par les limites qui séparent les nations.

## PILULES ANTI-GOUTTEUSES.

M. Bouchardat a proposé la formule suivante pour la préparation des pilules de *Lartigue*.

Extrait de coloquinte composé..... 20 grammes.

Extrait alcoolique de semences de col-  
chique ..... 1 gramme.

Extrait alcoolique de digitale..... 1 gramme.

Faites une masse homogène que vous convertirez en pilules de 15 centigrammes.

*Extrait de coloquinte composé.*

Pulpe de coloquinte..... 185 grammes.

Extrait d'aloès purifié..... 370 grammes.

Scammonée concassée..... 125 grammes.

Cardamome..... 30 grammes.

Savon dur..... 90 grammes.

Alcool à 25°..... 4 litres.

Faites macérer pendant trois jours dans l'esprit de vin la



pulpe de coloquinte. Passez la liqueur, ajoutez l'aloès, la scammonée et le savon ; faites évaporer en consistance convenable en ajoutant le cardamome en poudre à la fin de l'opération.

---

#### SIROP ANTI-GOUTTEUX DE BOUBÉE.

Formule donnée par M. Bouchardat.

Extrait de gaïac,

Alcool de salsepareille,

Racine de jalap, De chaque 10 grammes.

Délayez avec soin dans alcool à 21 degrés, 100 grammes.

Puis versez dans sirop de sucre, 1000 grammes.

Mêlez exactement, faites évaporer l'alcool à une douce chaleur en agitant continuellement.

Ce sirop s'administre par cuillerée dans un verre d'eau, on en prend une, deux, trois et quatre cuillerées, jusqu'à effet purgatif.

M. Bouchardat pense que les médecins qui ont une légitime répugnance pour les remèdes secrets, peuvent prescrire le sirop dont il donne la formule. (*Annuaire de thérapeut.* page 103.)

---

#### REMEDES SECRETS.

On lit dans le *Moniteur universel*, du mercredi 24 février 1841, l'article suivant :

*Tribunaux. — Police correctionnelle (Paris). 6<sup>e</sup> Chambre. Vente de remèdes secrets, exercice illégal de la médecine.*

*Quelquefois et en des cas pareils Hippocrate dit oui, mais Galien dit non.*

Comme ces oracles de la science, comme ces illustres mé-

decins de Cos et de Pergame, nos docteurs actuels, consultés sur une proposition identique, décident souvent de manière différente dans un sens tout à fait inverse. Exemple : Fils d'un médecin honorable, M. B\*\*\* hérite de son père l'art de fabriquer un élixir dépuratif, à l'aide duquel il prétend guérir tous les maux qui affligent l'humanité. Voulez-vous compter autant et plus d'années que moi ? prenez de l'élixir dépuratif. Fier d'une telle recette, M. B\*\*\* quitte Bruxelles déjà témoin des cures merveilleuses qu'il avait opérées, vient exploiter tous les tempéraments parisiens; offre au Gouvernement, s'il la paie bien, sa panacée universelle et le secret héréditaire. Le Ministre demande un rapport à la Faculté royale de médecine. Une commission est nommée et signale comme très connue depuis longtemps la préparation prétendue nouvelle de M. B\*\*\*. Ce dernier, sans diplôme, s'improvise alors médecin par droit de naissance ou de succession, compose son remède, en confie la vente au sieur R\*\*\*, pharmacien; lance des prospectus (1). L'autorité s'éveille; voit là le délit d'exercice illégal de la médecine et de vente et distribution d'un remède secret, appelle M. Chevalier, chimiste distingué, pour s'expliquer comme expert sur la nature de l'élixir dépuratif. M. Chevalier désigne inconnue la préparation indiquée par Messieurs de la Faculté très connue; il la répute nuisible, dangereuse, devant être rangée parmi les remèdes secrets dont la loi prohibe le débit. Traduits tous deux aujourd'hui sous une semblable prévention,

---

(1) *Extrait de l'art. 36 de la loi du 21 germinal, an XI*: « Toute annonce et affiche imprimées qui indiqueraient des remèdes secrets, sous quelque dénomination qu'ils soient présentés, sont sévèrement prohibées. Les contrevenants seront poursuivis par mesure de police correctionnelle, et punis conformément à l'article 83 du code des délits et des peines.

devant la 6<sup>e</sup> chambre, B. et R. et ont vu le tribunal se mettre du parti de l'expert Chevallier, et prononcer contre eux une amende. Elle s'élève à 100 francs pour B<sup>\*\*\*</sup>, à 50 francs pour R<sup>\*\*\*</sup>.

Désigné dans l'article par M. le rédacteur, nous lui démontrerons, 1<sup>o</sup> qu'il a été induit en erreur, sur le texte du rapport de l'Académie, rapport qui dit que cette préparation dont la formule est très mal *dressée* ne présente absolument rien de nouveau et qu'il n'y a pas lieu de faire à l'*impétrant* l'application des dispositions favorables du décret du 18 août 1810. Mais l'Académie en formulant ainsi sa conclusion n'entend pas dire que le remède du sieur B<sup>\*\*\*</sup>, composé de six substances dont il tient les noms secrets, excepté pour l'Académie à laquelle il a fallu les communiquer, est un remède très connu (1). L'Académie n'aurait pu d'ailleurs se prononcer de la sorte, puisque la Cour royale de Paris a décidé *que toutes les préparations qui ne sont ni conformes au Codex, ni achetées et rendues publiques par le Gouvernement, ni composées sur ordonnance spéciale de médecin, sont des remèdes secrets.*

*Qu'un brevet d'invention, même, ne dispense jamais des formalités prescrites pour la vente des préparations médicales.*

2<sup>o</sup> Qu'il ne connaissait pas le rapport qui a donné lieu à la condamnation, rapport qui ne dit pas que les substances qui entrent dans ce remède ne sont pas connues, mais qui, adoptant l'opinion de la Cour royale de Paris, place la préparation du sieur B<sup>\*\*\*</sup> au rang des remèdes secrets, parce que le nom de ce remède n'est pas indicatif de sa composition. Voici

---

(1) On sait qu'on pourrait faire des milliers de remèdes secrets en prenant toutes les substances employées dans l'art médical, et en les mêlant en proportions diverses les unes avec les autres.

d'ailleurs ces conclusions. De l'examen de l'élixir saisi chez le sieur B\*\*\*, il résulte pour nous,

1° Que les liquides saisis au domicile du sieur B\*\*\* et désignés par le nom d'élixir dépuratif, consistent en une dissolution dans l'alcool faible du produit connu dans les officines sous le nom d'aloès, produit qui est employé comme purgatif.

2° Qu'outre ce produit l'alcool a aussi dissous d'autres substances végétales, mais que ces substances ne possèdent pas de caractères assez tranchés pour permettre de distinguer les produits et les plantes employés concurremment avec l'aloès.

3° Que l'élixir contenu dans les sept bouteilles est le même et a été préparé d'après le même formule et sans doute dans une même opération.

4° Que cet élixir ne contient ni sels minéraux, ni matières salines.

5° Que l'élixir saisi chez le sieur B\*\*\* n'est pas connu et que quoiqu'il contienne de l'aloès il diffère des élixirs de *propriété tonique*, etc., dans lesquels on fait entrer l'aloès en même temps que des substances actives, de la rhubarbe, de l'acide hydrochlorique, du sous-carbonate de potasse, du quinquina, etc.

6° Qu'il se rapproche de la préparation connue sous le nom de teinture d'aloès; mais que les proportions différentes d'aloès et la dénomination d'*élixir dépuratif* qui lui a été donné, doivent servir à cacher la composition du médicament saisi.

7° Que les inconvénients qui peuvent résulter de l'emploi de ce remède proviendraient de son administration dans des circonstances inopportunes. En effet, divers auteurs qui ont écrit sur l'aloès disent que ce suc est un médicament ac-



tif qui provoque souvent des coliques, des selles sanguinolentes, des hémorrhagies, qu'il ne doit pas être prescrit aux individus pléthoriques, nerveux, d'une constitution sèche, qu'il ne doit pas être administré aux hémoptysiques, aux femmes enceintes, enfin qu'il est contr'indiqué toutes les fois qu'il y a excitation et fièvre.

Telles sont les conclusions du rapport qui a motivé la condamnation de l'inventeur et du détenteur de l'*élixir dépuratif*.

A. CHEVALLIER.

---

EMPOISONNEMENT PAR LE DEUTOCHLORURE DE MERCURE.

*Tribunal correctionnel (6<sup>e</sup> chambre), audience du 18 mars.*

Présidence de M. Perrot.

Le 30 août dernier, la femme Rollin mourut empoisonnée à l'hôpital Saint-Louis, elle avait pris, dans un bouillon, du deutochlorure de mercure (*du sublimé corrosif*) au lieu de sulfate de soude (*de sel de Glauber*), que la sœur G. avait eu l'intention de lui remettre.

Les débats ont fait connaître que l'accusée est âgée de 57 ans, qu'elle est hospitalière depuis trente-deux ans, que faisant son service à l'hôpital Saint-Louis, quinze jours avant l'événement, une fille de service qui quittait l'hospice lui remit des paquets, qui selon cette fille contenaient du sel de Glauber; la femme Rollin ayant dû prendre de ce sel, la sœur G. lui donna un de ces paquets; deux heures après la malheureuse femme Rollin expirait.

L'avocat du roi, M. Camus de Busserolles, s'élève avec force et justice sur ce que les règlements administratifs aient été si mal observés à l'hôpital Saint-Louis, pour qu'un pareil accident ait pu avoir lieu, il signale à l'attention des magistrats et de l'administration ce funeste relâchement,

dont les effets ont été si fatals à la malheureuse qui a succombé.

Il démontre que l'article 13 du règlement veut que les médicaments et leur emploi soient continuellement surveillés, soit par le médecin, soit par le pharmacien ou par les élèves. Que la cause prouve que cette surveillance n'est pas mise à exécution, puisqu'une fille de service a eu une substance toxique à sa disposition.

M<sup>e</sup> Charles Ledru a présenté la défense de la prévenue. Le Tribunal, après en avoir délibéré dans la chambre du conseil, rend un jugement par lequel considérant que s'il y a eu imprudence commise, elle n'est pas le fait de la sœur G. En conséquence de ce jugement la sœur G. est renvoyée de la plainte.

Appel a été fait, mais le jugement a été confirmé.

---

#### EMPOISONNEMENT PAR LE LAUDANUM.

(7<sup>e</sup> Chambre.) 17 mars.

« Le 21 décembre, un enfant de treize ans, porteur d'une ordonnance, se présenta à l'établissement des sœurs de Charité (rue des Récollets) : la sœur Antoinette lui remit dans un verre 45 grammes d'huile de ricin, à prendre dans du bouillon, et dans une tasse 4 grammes de laudanum à verser sur un cataplasme, en avertissant cet enfant du double usage de ces substances. La veuve Ralard, à qui elles furent remises, mit le laudanum dans le bouillon, et versa l'huile sur le cataplasme destiné à sa fille. La malade mourut.

« La prévention reprochait à la sœur Antoinette de n'avoir pas placé d'étiquette sur les vases, et d'avoir fait un débit illicite de préparations pharmaceutiques.

« La sœur Antoinette a été renvoyée de la plainte attendu

qu'il n'est pas d'usage d'étiqueter les vases qui contiennent les médicaments donnés aux pauvres.

Nous ne voulons pas faire d'observations sur les considérants des deux jugements qui précèdent, nous ferons seulement remarquer, que le tribunal a été indulgent pour les deux accusées; mais si nous comparons cette indulgence avec la sévérité qui a frappé de malheureux pharmaciens qui avaient contrevenu aux articles 35 et 36 de la loi du 21 germinal an XI, en vendant sans inscription à des personnes qui se sont ensuite suicidées, soit pour dix centimes de noix vomique, soit quelques grains d'opium, soit pour 10 centimes de sulfate de cuivre, nous ne pouvons nous empêcher de demander pourquoi le pharmacien duquel on exige études, examens, diplômes, etc., etc., est aussi rigoureusement traité qu'il l'est en pareille circonstance? Doit-il y avoir deux poids, deux mesures dans l'application de la loi?

Nous demandons, et nous demanderons sans cesse jusqu'à ce que nous l'ayons obtenu, l'application de la loi. Et nous demanderons pourquoi cette loi, défendant toute distribution de médicaments, à tous autres qu'aux pharmaciens, cette distribution, cette vente est tolérée dans divers lieux lorsque ce sont des religieuses qui contreviennent à cette loi?

Nous demanderons encore pourquoi dans chaque arrondissement il n'y aurait pas un pharmacien désigné, qui ferait dans son officine la distribution gratuite aux indigents? Croit-on que ces pharmaciens ne s'offriraient pas avec empressement pour cette œuvre de charité? Pourquoi frapper de lourdes amendes, de la prison, et, qui plus est, de la déconsidération, des hommes honorables, souvent victimes de l'oubli ou de l'inexpérience d'un élève, tandis qu'on tolère des distributions faites, tant bien que mal, par des personnes utiles sans doute, mais qui n'ont pas les connaissances né-

cessaires pour les faire d'une manière convenable et avec connaissance de cause.

---

### TRIBUNAUX.

#### CONDAMNATION D'UN CONFISEUR POUR VENTE DE SUBSTANCES MÉDICAMENTEUSES.

MM. Quantin et Faucher, pharmaciens, ont cité, devant le tribunal de police correctionnelle, M. Lemoyne, marchand confiseur, auquel ils imputent le délit de débit illicite de substances pharmaceutiques. Ils établissent par factures qu'il leur a été vendu par lui des pâtes de gomme, de jujubes, de lichen, des pastilles de menthe, de kermès, de calomel, de soufre, et d'ipécacuanha. M. Lemoyne soutient qu'il a le droit de préparer et de vendre les pâtes ci-dessus dénommées qui rentrent tout à fait dans les attributions de confiseur. Quant aux différentes espèces de pastilles, il prouve par factures que ne les ayant pas chez lui, il les avait envoyé chercher chez un pharmacien voisin pour les livrer ensuite à l'acheteur qui les lui avait demandées.

Après avoir entendu les plaidoiries de M<sup>e</sup> Paillard de Villeneuve pour les pharmaciens qui se sont constitués parties civiles, et de M<sup>e</sup> Moulin pour M. Lemoyne, le tribunal, sur les conclusions de M. l'avocat du roi Camusat de Busserolles, a prononcé le jugement dont le texte suit :

» En ce qui touche la préparation et le débit des pâtes de gomme, de jujubes, de lichen et de pastilles de menthe ;

» Attendu que si ces substances sont employées en pharmacie, néanmoins leurs qualités inoffensives ne sauraient les faire ranger dans la classe des médicaments dont la vente est interdite dans l'intérêt de la santé des citoyens ; que d'ailleurs il est de notoriété publique que les préparations de cette na-



ture sont dans le commerce des confiseurs, et ne constitue pas de la part de ces derniers une infraction aux dispositions de la déclaration du roi du 25 avril 1777.

» Le tribunal renvoie Lemoyne de la prévention quant à ce chef.

» En ce qui touche les pastilles de kermès, de calomel, d'ipécacuanha et de soufre;

» Attendu que ces préparations se composent de substances dont l'emploi par des personnes étrangères à la pharmacie peut être dangereux, qu'elles sont d'ailleurs de véritables médicaments;

» Attendu qu'il est constant, en fait, que Lemoyne a débité ces différentes préparations; qu'en vain prétend-il qu'il n'a fait que se procurer chez un pharmacien; qu'en effet tout débit direct ou indirect de médicaments est formellement interdit à toute personne par la déclaration de 1777, sus-datée;

» Attendu que si des dispositions précises de la loi du 21 germinal an XI, et notamment les articles 33 et 36 de cette loi, imposent aux personnes désignées auxdits articles différentes prescriptions, ce qui implique pour ces prévenus une connaissance de la loi plus particulière, néanmoins le principe du droit qui veut que la loi ne soit ignorée d'aucun citoyen, s'applique évidemment à toutes les professions, et que l'exception de bonne foi ne peut être légalement invoquée avec succès;

» Attendu que la seule loi qui régit la matière, d'une manière générale, est la déclaration du 25 avril 1777, dont la disposition pénale ne saurait, par la précision de ses termes, donner aux tribunaux le pouvoir d'y apporter des modifications atténuantes.

» Le tribunal faisant au prévenu l'application de l'article 6

de ladite déclaration, condamne Lemoyne à 500 francs d'amende, condamne les parties civiles aux dépens, sauf leur recours contre Lemoyne; en ce qui touche les dommages intérêts, attendu qu'aucun préjudice appréciable n'a été causé, dit qu'il n'y a lieu d'en accorder. »

(*Gazette des Tribunaux* du samedi 6 mars 1841.)

---

### CHAMBRE DES DÉPUTÉS.

EXTRAIT D'UN RAPPORT FAIT PAR M. DUGABÉ A LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS, SUR UNE PÉTITION DES PHARMACIENS DE LA CÔTE-D'OR.

Il ne suffit pas de rendre la conquête d'un diplôme plus difficile, il importe surtout de réprimer les abus qui altèrent une profession qui touche de si près aux plus grands intérêts. Il est à désirer qu'une modification complète vienne mettre en harmonie des dispositions qui se contredisent, expliquer des situations dont on abuse, définir des droits qui ne paraissent pas légalement établis, réprimer des contraventions ou des délits qui échappent à la lettre de la loi telle qu'elle est écrite, ce sera là un travail digne des méditations du gouvernement, et nous ne pouvons que le presser de réunir les matériaux indispensables pour obtenir un résultat si unanimement réclamé, si impatientement attendu. Mais en lisant les doléances des pétitionnaires, il est facile de réduire, quant à présent, les améliorations à quelques points capitaux pour lesquels il y aura satisfaction complète dès que l'on aura rempli des lacunes qui apparaissent à la seule lecture de la loi de germinal an XI.

Les abus signalés, je parle des plus graves, se rangent dans deux catégories;

Les empiètements exercés par des personnes étrangères à l'exercice de la pharmacie;

Les abus ou les fautes reprochés à ceux qui abusent des droits qui leur appartiennent.

La préparation et la vente des médicaments, dans un grand nombre d'établissements publics, sont une violation fla-

grante de la loi de l'an XI ; il est juste de la faire cesser. Non pas que votre commission veuille enlever aux malheureux et aux pauvres les ressources qu'une ingénieuse charité a créées pour eux, mais elle comprend qu'il est des droits qu'il faut respecter, et il lui a paru facile de les combiner avec une tolérance nécessaire, dont on ne se plaint que si elle devient un véritable commerce. C'est, je me hâte de le reconnaître, sous l'empire de cette pensée qu'a été écrite la circulaire de M. le ministre de l'intérieur du 31 janvier 1840. Sa sollicitude éclairée n'a qu'à appeler votre concours pour rendre définitives des mesures jusqu'à ce jour réglementaires. Nous ne saurions user des mêmes ménagements envers ceux qui trouvent dans leurs professions mercantiles les moyens de frauder la loi au plus grand préjudice de la santé de tous. Ceux-là ne sauraient être justifiés ; l'amour du gain est leur seul mobile ; il faut une sévère et prompte répression. Elle sera complète si vous donnez à la loi de l'an XI le sens et la portée qui lui sont indispensables. En effet, les art. 30, 33 et 36 ne punissent que la vente des préparations médicamenteuses ; l'exposition, la mise en vente, ne sont point atteintes par les prohibitions de la loi. Mille inconvénients surgissent chaque jour de cette tolérance. Le droguiste appelle l'acheteur par l'exposition publique des matières médicamenteuses ; il ne les expose aux regards, comme toute autre marchandise, que pour exciter à les prendre, et, pourvu qu'il sache les vendre en secret, il n'a rien à craindre de la surveillance des membres du jury. Il est inutile de laisser à celui qui n'a pas le droit de vendre, la faculté d'exposer les marchandises dont légalement il ne peut faire usage. La cour de cassation avait essayé d'étendre le sens de la loi, mais la cour royale de Paris résiste, et le mal continue.

Il n'est peut-être pas moins utile de réformer la législation sur les brevets d'invention ; ceux appliqués aux médicaments sont l'objet des plus vives réclamations. D'accord sur ce point avec les pharmaciens, l'Académie royale de médecine a constaté, dans l'examen approfondi auquel elle s'est livrée de cette question, que, d'une part, les brevets d'invention ne sont demandés que pour les faire servir au plus grand profit des empiriques ; de l'autre, qu'ils sont accordés en violation de toutes les lois qui régissent l'exercice de la médecine et de la pharmacie. Cette compagnie conteste qu'il

puisse y avoir jamais lieu à de semblables brevets. Les découvertes en fait de médicaments sont soumises à des règles spéciales qui ne permettent de vendre les remèdes que lorsque leur utilité a été reconnue, et dans ce cas l'Académie propose au gouvernement d'acheter et de publier les formules aux termes du décret du 18 août 1810, ou de créer, au profit de l'auteur, un véritable privilège. Cette marche est plus juste, plus raisonnable, et offre des garanties que nous devons tous désirer. Les annonces faites avec emphase, et par tous les moyens que fournit la publicité, sont l'auxiliaire malheureusement obligé des brevets d'invention, il sera facile de les faire se renfermer dans les limites étroites du droit, lorsque le droit lui-même sera bien constaté, bien défini.

Ce sont là, messieurs, et nous aimons à le proclamer, les vœux de la grande majorité des pharmaciens, de ces hommes honorables et modestes qui, repoussant un lucre à la fois dangereux et illicite, veulent conserver à leur profession les titres qu'elle a su conquérir à l'estime et à la reconnaissance publiques.

Votre commission n'hésite pas à joindre ses vœux à ceux des pétitionnaires. Depuis vingt-cinq ans leurs réclamations se sont inutilement fait entendre, et si d'utiles améliorations se font sentir dans quelques parties de l'enseignement, tout demeure dans le désordre et l'incertitude pour l'exercice de la pharmacie. Une réforme générale demande du temps, la répression des abus les plus graves peut être immédiate, et elle sera nécessairement efficace.

Nous avons l'honneur de proposer le renvoi des pétitions à MM. les ministres de la justice, de l'intérieur et du commerce.

**M. LE MINISTRE DU COMMERCE.** Et de l'instruction publique!

**M. DE LA GRANGE.** Pourquoi pas aussi à M. le ministre de l'instruction publique?

**M. LE RAPPORTEUR.** Nous avons indiqué le renvoi à M. le ministre de l'instruction publique, mais la commission a dû reconnaître que l'ordonnance royale, rendue sur le rapport de M. Cousin, avait commencé une amélioration à laquelle nous applaudissons. Depuis que la commission s'est occupée de la question sur laquelle je viens d'avoir l'honneur de vous



lire un rapport. M. le ministre actuel de l'instruction publique a publié un règlement arrêté par le conseil royal de l'instruction publique. Ce règlement complète ce que son prédécesseur avait commencé.

Il est juste de reconnaître que, quant à présent, pour ce qui touche à l'instruction, il serait difficile d'ajouter quelque chose. La commission l'a reconnu, et voilà pourquoi elle n'a pas compris dans ses conclusions le renvoi à M. le ministre de l'instruction publique. Elle persiste dans le triple renvoi qu'elle a proposé, parce qu'il y a des mesures que nous avons hâte de voir réaliser. Les unes ne peuvent l'être que législativement, d'autres peuvent l'être par voie de police.

(Le renvoi à MM. les ministres de la justice, de l'intérieur et du commerce est prononcé.)

---

A M. R....., PHARMACIEN.

Mon cher collègue et compatriote,

Vous semblez croire que tous les efforts que je fais pour combattre le charlatanisme pharmaceutique, seront vains, et que je n'atteindrai pas le but tout désintéressé que je me propose.

Je pense, au contraire, mon cher collègue, qu'en persévérant, qu'en signalant sans cesse à nos collègues ce qu'ils peuvent, ce qu'ils devraient faire, nous nous entendrons et nous arriverons à détruire le charlatanisme et à anéantir les charlatans. Déjà de nos collègues ont justement réclamé leurs droits et obtenu justice, aussi doit-on des remerciements aux pharmaciens de Paris, de Lyon, de Montpellier, etc., qui ont, sans crainte des clameurs de ceux qui sont lésés, fait entendre leurs voix et demandé que l'honneur, la dignité et les intérêts de la profession soient respectés.

Je sais que, pour ce qui me regarde, je me fais des ennemis, je suis en butte aux lettres anonymes, aux petites mystifications, à de petites vengeances de journaux annonçant les remèdes secrets; mais à cet égard j'ai pris mon parti, je me suis dit que j'avais un devoir à remplir, je le remplis, je m'inquiète peu du reste. On ne peut pas dire de moi que c'est parce que ma pharmacie va mal que je réclame, je suis en-

tièrement désintéressé dans la question. J'ai vendu mon officine en 1830, et depuis cette époque je n'ai voulu en rien entendre parler d'association ou de vente de préparations et de médicaments quels qu'ils soient. Cependant, à cet égard, j'ai été souvent tourmenté, on a essayé de me faire sortir de mon indifférence pour l'argent, en m'offrant une part dans les bénéfices que produisait la vente de préparations qui, selon les vendeurs, sont propres à tout, et selon moi propres à nuire à la santé de ceux qui, se fiant à ce qu'on imprime tous les jours en font usage lorsqu'ils n'en ont pas besoin, et se rendent malades lorsqu'ils n'avaient rien à faire pour être bien portants.

Je vous ai dit plus haut que ma manière de faire m'attirait il est vrai quelques désagréments, voici à ce sujet une petite histoire dont je vous garantis la vérité :

Pendant mon voyage en Belgique, un pharmacien de Paris se représenta chez M. Thieulen, pharmacien, rue de la Chaussée-d'Antin, il dit à ce pharmacien qu'il savait qu'il était mon intime ami et qu'il venait le prier de lui rendre un service ; que des pharmaciens de Paris, voulant me témoigner leur satisfaction pour ce que je faisais pour la pharmacie ; en défendant l'honneur et la dignité de la profession, désiraient m'offrir un instrument de chimie ; qu'ils voulaient savoir de moi et par son intermédiaire quel était l'instrument qui pourrait m'être agréable, M. Thieulen fit aussitôt une démarche, et je lui fis répondre que je n'avais rien à demander à mes collègues, que j'accepterais comme marque de leur estime l'instrument le plus simple, et qu'il serait alors pour moi d'un prix inestimable. Cette réponse ne fut pas acceptée, je reçus donc une deuxième lettre, et comme on exigeait que je fisse connaître l'objet qu'on pouvait m'offrir, je désignai un microscope, je n'entendis plus parler de l'affaire, et plus tard, je sus de Thieulen que des pharmaciens s'étaient, dit-on, opposés au cadeau qu'on voulait me faire, parce que j'avais écrit contre les remèdes secrets et contre ceux qui les vendent. Depuis, il m'a été dit que toutes ces démarches n'avaient eu qu'un seul but, celui de me mystifier, qu'on espérait que je répandrais le bruit que les pharmaciens voulaient me donner un témoignage de leur estime, puisque des lettres seraient venues démentir le fait, et me signaler comme ayant trahi la vérité.

Cette mystification que j'ai évitée, je ne sais comment, m'eût été excessivement désagréable, parce que j'eusse voulu à tout prix faire connaître la vérité; pour cela, il eût fallu mettre en cause non seulement Thieuien a qui l'on avait fait faire les pas et démarches, mais encore le pharmacien qui avait sollicité ces démarches de la part de Thieulen.

Malgré tout cela, je ne suis pas moins disposé à suivre la route que j'ai choisie, et si malheureusement, comme vous le pensez, les efforts que je fais pour combattre le charlatanisme, deviennent inutiles, si l'autorité ne vient pas nous aider, il y a un autre moyen de combattre les charlatans, il faudra se servir de leurs moyens, et faire tant d'annonces des médicaments contenus au Codex, avec toutes les propriétés qu'on leur attribue, à tort ou à raison; que, par suite de ce mode de faire, il y aura révulsion, alors le *public*, qui ne se traite que par l'avis des journaux, et avec les médicaments annoncés par les journaux, ne saura ou donner de la tête, il est probable qu'alors les charlatans verront baisser la recette et abandonneront un métier où il n'y aurait plus rien à faire; mais je pense que nous n'aurons pas à en venir là; déjà à Troyes, les pharmaciens s'organisent pour faire une guerre légale au charlatanisme; à Montpellier, non seulement le pharmacien annonçant des remèdes, mais encore le propriétaire du journal a été condamné, et si tous les pharmaciens voulaient, bientôt cette lèpre qui ronge la pharmacie disparaîtrait entièrement.

A. CHEVALLIER.

---

### BIBLIOGRAPHIE.

#### TRAITÉ ÉLÉMENTAIRE DES RÉACTIFS,

Leurs préparations, leurs emplois spéciaux et leur application à l'analyse;

Par M. PAYEN, chimiste manufacturier, et M. CHEVALLIER, membre du conseil de salubrité de Paris, professeur adjoint à l'école de pharmacie; 3<sup>e</sup> édition entièrement refondue. 2 vol. in-8° de 1000 pages, avec quatre planches représentant 50 figures. (1).

---

(2) Prix : 9 fr. A la librairie de Germer Baillière, 17, rue l'École-de-Médecine.

2<sup>e</sup> SÉRIE. 7.

L'accueil favorable que les deux premières éditions de cet ouvrage ont reçu du public, a prouvé qu'un traité spécial sur les *réactifs chimiques* avait été jugé utile. Encouragés par ces succès, MM. Payen et Chevallier ont doublé leurs efforts pour mériter, dans une troisième édition, la même bienveillance qu'ils avaient été heureux d'obtenir ; ils ont mis tous leurs soins pour compléter cette troisième édition et ajouter tous les faits nouveaux que les progrès de la chimie ont apportés dans le domaine de la science.

Ce traité élémentaire est d'une grande utilité pour les médecins, les pharmaciens et pour tous ceux qui ont un intérêt plus ou moins direct à s'assurer de la présence des *poisons*, de la pureté et de la bonne préparation de certains médicaments. Les manufacturiers, les droguistes, les négociants auxquels il importe beaucoup de connaître les diverses altérations que l'on a pu faire subir aux matières premières qu'on emploie, aux produits fabriqués, et à certaines marchandises avariées, trouveront dans cet ouvrage, des notions qui leur seront utiles pour arriver à cette connaissance.

Table des principaux chapitres.

I. De la forme cristalline des corps.

II. Du calorique et de son action sur un grand nombre de corps.

III. Des corps combustibles simples non métalliques, des métaux et alliages, des oxides.

IV. Produits résultants de la combinaison des corps combustibles employés comme réactifs.

V. Des acides.

VI. Des sels.

VII. Des produits fournis par les règnes végétal et animal, employés comme réactifs.

VIII. De la préparation et de la conservation des réactifs.

*Première partie.* Des opérations.

§ 1. Description des vases et ustensiles employés dans les laboratoires de chimie.

§ 2. Préparation des corps combustibles simples employés comme réactifs.

*Deuxième partie.* Préparation des métaux.

*Troisième partie.* Préparation des oxides et des solutions de ces oxides.



*Quatrième partie.* Préparation des réactifs résultant de la combinaison des corps combustibles.

*Cinquième partie.* Préparations des acides employés comme réactifs.

*Sixième partie.* Préparation des sels, réactifs.

*Septième partie.* Préparation des réactifs tirés des règnes végétal et animal.

*Huitième partie.* Application des réactifs à l'analyse, analyse des alliages, des mélanges d'acides, des vins et des liquides contenant de l'alcool, des sels, des potasses du commerce.

*Neuvième partie.* Tableaux de toxicologie à l'usage des pharmaciens et des élèves en médecine.

*Appendice..* Des procédés à employer pour empêcher les accidents qui peuvent résulter de la morsure des animaux enragés, ou de la vipère et pour reconnaître ses taches de sang.

M. Chevallier, l'un des auteurs de ce traité élémentaire des réactifs chimiques, prépare dans ce moment un nouveau travail qui fera suite au traité des réactifs.

La première édition est de 1822. La seconde édit. de 1825. La troisième édit. de 1830.

---

LIVRE REGISTRE POUR LA VENTE DES POISONS ,

Par MM. CHEVALLIER et THIEULLEN.

Ce livre registre contient 1<sup>o</sup> les lois et arrêtés qui régissent la conservation et la vente des poisons.

2<sup>o</sup> Les applications qu'on a faites de ces arrêtés aux pharmaciens, aux droguistes, épiciers et marchands de couleurs.

3<sup>o</sup> Un tableau des substances minérales, végétales et animales, qui ne doivent pas être délivrées sans avoir rempli les formalités exigées par la loi.

4<sup>o</sup> Des feuilles disposées pour recevoir les inscriptions de la vente des substances toxiques.

Ce livre cartonné est du prix de 1 fr. 50 cent. On se procure ces registres :

1<sup>o</sup> Chez M. THIEULLEN, pharmacien, 34, rue de la Chaussée-d'Antin.

2<sup>o</sup> Chez M. MENIER, droguiste, 37, rue des Lombards.

3<sup>o</sup> Chez M. JOANNEAU, libraire, 25, quai St-Michel.

## SOCIÉTÉS SAVANTES.

### *Académie des Sciences.*

Séance du 29 mars, Analyse des eaux du puits de Grenelle, par M. Payen.

Cette eau sur cent litres contient :

Carbonate de chaux.....	6 grammes	80
— de magnésie.....	1	42
Bi-carbonate de potasse.....	2	96
Sulfate de potasse.....	1	20
Chlorure de potassium.....	1	9
Silice. . . . .	0	57
Matière organique. . . }		
Substance jaune particulière.....	0	2
Matière organique azotée.....	0	24

---

14 grammes 30

L'eau de Seine, sur la même quantité, laisse 18 grammes 5 centigr. de résidu.

### *Académie Royale de médecine.*

Séance du 16 mars 1841. M. Chevallier fait au nom de M. Caventou et au sien un rapport sur un cas d'intoxication arsénicale, observé par M. le docteur Bouillet. Il fait connaître : 1° Que la malade a succombé, malgré qu'on lui ait fait prendre d'abord du *colcothar*, qui fut substitué à de l'oxyde de fer hydraté demandé par le médecin, puis des boissons diurétiques ; 2° que la malade rendit très peu d'urine, mais que les urines contenaient de l'acide arsénieux, M. le docteur Bouillet avait avancé que l'urine rendue le cinquième jour contenait plus d'acide arsénieux que l'urine rendue le quatrième. Le rapporteur dit que le fait peut être possible, mais que rien dans l'observation de M. le docteur Bouillet ne démontre la vérité de cette assertion ; enfin, le rapporteur conclut à ce que des remerciements soient adressés à l'auteur de l'observation.

M. Orfila demande la parole à propos du rapport, il fait connaître sa manière de voir relativement à diverses publications faites depuis peu. Nous publierons cette note.

M. Chevallier, répondant à des observations faites par M. Orfila, émet son opinion qui est : 1° Que l'oxyde de fer hydraté est un excellent contrepoison de l'arsenic, il explique l'emploi du mot excellent, en

disant que jusqu'ici on n'avait aucun contrepoison assuré de l'acide arsénieux, tandis que des faits nombreux recueillis en Belgique, en Allemagne, en France, faits consignés dans un excellent mémoire publié par un pharmacien, M. Tiersot, de Bourg (Ain) (1), puis dans divers journaux scientifiques, font connaître tout le parti qu'on peut tirer de l'emploi de cet oxyde; 2° que l'on peut ne pas rencontrer d'arsenic dans l'oxyde de fer hydraté en prescrivant de le préparer, en faisant une dissolution de sulfate de fer, y faisant passer un courant d'acide sulfhydrique, laissant en repos, filtrant la solution, faisant bouillir, puis précipitant par un alcali, lavant l'oxyde précipité et le conservant pour l'usage; 3° que l'oxyde de fer hydraté donné même longtemps après l'empoisonnement, agit encore, ainsi que le démontrent des faits consignés dans des journaux de médecine.

M. Bally demande si l'oxyde de fer hydraté agit comme contrepoison de l'acide arsénique. M. Chevalier pense que des expériences seraient nécessaires pour répondre affirmativement. Cependant il fait observer que des chevaux ayant été empoisonnés, par accident, avec de l'arséniate de potasse, il fut constaté que ceux auxquels l'oxyde de fer fut administré, succombèrent plus tard que ceux qui ne furent point traités par l'oxyde de fer.

Le rapport (2) fait à l'Académie de médecine par M. Chevallier, en son nom et en celui de M. Caventou, a été le sujet, dans un journal, d'un compte rendu qui paraîtrait extraordinaire, si on ne savait parfaitement que l'auteur de ce compte rendu éprouve depuis quelque temps un affaiblissement de ses facultés intellectuelles, affaiblissement qui ne lui permet pas de bien comprendre ce qu'il entend; nous plaignons le sujet qui est atteint d'une infirmité aussi dangereuse, parce qu'elle est nuisible non seulement au malade, mais encore aux personnes qui lisent ce que ce malade s' imagine avoir entendu.

*Séance du 23 mars.* M. Bailly, dans la dernière séance, ayant demandé si le peroxyde de fer était un antidote aussi efficace pour l'acide arsénique

---

(1) M. Tiersot démontrait dans son travail que si l'on mettait en pratique le moyen indiqué par un praticien, d'administrer de 16 à 32 grammes d'alcool par grain d'acide arsénieux ingéré, on tuerait le malade par l'alcool en voulant le sauver de l'arsenic. D'après la méthode alcoolique, la malade du docteur Bouillet aurait dû, pour être sauvée, prendre de 4860 à 9720 grammes d'alcool!

(2) Voir ce rapport à la page 257.

que pour l'acide arsénieux, M. Orfila fait connaître que depuis la dernière séance il a fait des expériences desquelles il résulte que le peroxyde de fer se comporte absolument de la même manière par rapport à l'acide arsénique, que par rapport à l'acide arsénieux. Il a voulu savoir de plus si l'action toxique de l'acide arsénique est aussi intense que celle de l'acide arsénieux; à cet effet, il a donné 20 décigrammes d'acide arsénique à un chien de grande taille; cette dose a été suffisante pour produire la mort. Il a associé la même dose d'acide arsénique avec une once de peroxyde de fer, il a ingéré ce mélange dans l'estomac d'un chien, en ayant le soin de lier l'œsophage sitôt après; l'animal a vécu plusieurs jours, tandis que dans le cas précédent la mort était survenue au bout de quelques heures.

*Séance des 30 mars, 6 et 13 avril.* Ces séances ont été en partie consacrée à une discussion relative à l'exercice légale de la pharmacie.

M. Adelon, au nom d'une commission, fait connaître divers articles à ajouter à la loi du 21 germinal an XI, et qui peuvent rendre cette loi plus efficace, les additions demandées prescrivant : 1° Défense absolue à quiconque ce soit, excepté aux pharmaciens, de vendre ou tenir en dépôt des médicaments; amende de 500 francs à ceux qui contreviennent à la loi; 2° prohibition absolue de remèdes secrets pour tout le monde, sans en excepter les pharmaciens; 3° suppression éternelle et déchéance des brevets d'invention; 4° modification de la loi qui fixe à 3,000 francs l'amende à imposer aux vendeurs de poisons. Cette modification consiste à graduer l'amende entre 100 et 3,000 fr. Ces additions demandées par 250 pharmaciens qui veulent exercer d'une manière légale leur profession a été le sujet d'observations peu bienveillantes pour les pharmaciens qui demandent à exercer légalement la pharmacie, et qui repoussent la vente des remèdes secrets. Nous avons vu avec peine que le titre de pharmacien, pour lequel on exige des études nombreuses et diverses, un stage, des sacrifices de toute nature, des dépenses d'argent, était un titre qui valait à ceux qui l'ont obtenu l'inimitié de quelques médecins. En effet, si on lit les discours tenus dans les dernières séances de l'Académie, on voit que quelques uns d'eux envient l'humble médiocrité dans laquelle vivent quelques pharmaciens, que d'autres défendent les vendeurs de remèdes secrets, tout en se récriant contre le charlatanisme, ne réfléchissant pas que le charlatanisme et la vente des remèdes secrets est une seule et même chose. Quoi qu'il en soit, nous dirons aux pharmaciens. Etudiez, travaillez, distinguez-vous par des recherches utiles, il arrive toujours un temps où l'on rend justice au mérite, même quand ce mérite se trouve chez un pharmacien.



*Société de Chimie médicale.*

*Séance du 6 mars.* La Société reçoit : 1° Une lettre de M. Marchand, qui adresse ses remerciements à la Société pour le titre de membre correspondant qu'elle a bien voulu lui accorder. A cette lettre, M. Marchand a joint une note sur la substance cristalline qui se dépose dans la teinture de girofle.

2° Une lettre de M. Tintillier, pharmacien au Havre, qui adresse ses remerciements à la Société.

3° Une lettre de M. Tauvel, pharmacien à Goderville, contenant des réflexions sur l'exercice de la pharmacie, et des détails sur un sparadrapier (1).

4° Une lettre de M. Boissenot, pharmacien à Châlons-sur-Saône, qui contient quelques détails sur un cas d'empoisonnement par l'acide arsénieux.

5° Une lettre de M. Leroy, de Bruxelles, avec une note sur la nature de l'acide qui se forme pendant la maturité des fruits des espèces du genre *corylus*, acide qui réside principalement dans la capsule.

6° Une lettre de M. Regnard, pharmacien à Chaumont, sur l'exercice de la pharmacie, la réponse à cette lettre fait partie du numéro de mai.

7° Une note de M. Audouard père, pharmacien à Béziers, ayant pour titre : *Essais chimiques sur le principe colorant.*

8° Une lettre de M. Vandamme, pharmacien à Hazebrouck, qui nous fait connaître la condamnation d'un officier de santé, pour vente illégale de médicaments (2).

---

CORRESPONDANCE.

Monsieur le rédacteur,

Dans le dernier numéro du *Journal de chimie médicale*, j'ai remarqué une note qui fait sans doute allusion à un passage de ma plaidoirie dans l'affaire de MM. les *herboristes* contre MM. les *pharmaciens*, il résulterait de cette note qu'on se serait plaint, à vous, de ce que j'aurais avancé que vous approuviez la vente des médicaments par d'autres que par des pharmaciens.

---

(1) M. Tauvel nous a envoyé un dessin, mais il nous est impossible de le faire exécuter, il sera prié de nous en envoyer un autre pour que nous puissions faire un cliché.

(2) Les Rédacteurs du *Journal de Chimie médicale* n'ont pas reçu le numéro de mars du *Journal de Pharmacie du Midi*.

Je ne comprends pas comment on peut me prêter une semblable absurdité, lorsque je vous consultais sur la défense de deux des prévenus vous m'avez dit tout le contraire, vous m'avez déclaré « que si vous les croyiez coupables vous vous joindriez à leurs adversaires, plutôt que vous ne cherchiez à les justifier, que tel était votre devoir, comme professeur à l'École de pharmacie, et membre de la commission annuelle de visite et de surveillance, » et moi-même, Monsieur, ne m'eussiez-vous pas tenu ce langage, je vous connais trop bien pour vous en attribuer aucun autre, vous en êtes convaincu, et auprès de vous je n'ai certainement pas besoin de justification; mais je tiens à ce que les lecteurs d'un journal dont vous m'avez confié, dans une occasion récente, la défense (1), sachent que je n'ai point employé dans ma plaidoirie un moyen si contraire à la vérité, et si peu propre d'ailleurs à justifier mes clients. Voici d'ailleurs ce que j'ai dit; il peut y avoir quelques variations dans des paroles que je n'ai point écrites, mais non point assurément dans le sens. « MM. les pharmaciens, ont fait citer MM. les herboristes, attendu qu'en se livrant à la préparation et à la vente illégale de médicaments contrairement aux lois et règlements sur l'exercice de la pharmacie, ils ont, etc. » J'ai prétendu que cette citation devait être annulée, parce qu'elle ne spécifiait pas les faits sur lesquels on devait faire reposer le délit. On a préparé, dit-on, des médicaments. Mais quels médicaments? où? quand? Il fallait indiquer tout cela dans la citation pour nous mettre à même de pouvoir nous défendre. Car il peut se faire que la substance à laquelle on fait allusion ne soit pas un médicament. Si on l'avait désignée, j'aurais pu interroger un homme de l'art et de la science, M. Chevallier, que les tribunaux et les cours elles-mêmes consultent si souvent; il m'aurait dit si c'était là un véritable médicament; et j'aurais trouvé, sans doute, dans sa réponse la justification des prévenus; que si l'on avait également indiqué le lieu, le jour, l'heure de la préparation ou de la vente du prétendu médicament, j'aurais pu sans doute prouver, par témoins ou autrement, que cette préparation ou cette vente n'avait pas eu lieu. Je conclusais de là que l'on aurait dû, à peine de nullité, indiquer, conformément à l'art. 189 du Code d'instruction criminelle, et à l'arrêt du 7 décembre 1832, de la Cour de cass., les faits constitutifs du délit. — Y a-t-il là rien qui puisse motiver la plainte dont j'ai été l'objet? — Vos lecteurs sont pour la plupart pharmaciens, je dois à votre bienveillance d'en avoir un certain nombre pour clients. Vous comprendrez que je désire qu'ils connaissent la vérité.

Agrez, etc.

LACOUIN, avocat à la Cour royale.

---

(1) M<sup>e</sup> Lacouin, notre ami et notre conseil, avait été chargé de nous défendre contre une plainte en diffamation, avec demande de 3,000 fr. de dommages-intérêts, intentée au journal par deux droguistes. M<sup>e</sup> Lacouin n'a pas eu la peine de justifier le journal ni ses rédacteurs; en effet, l'un des rédacteurs, assisté de M<sup>e</sup> Lacouin, s'étant présenté à l'audience le jour indiqué pour l'assignation, les plaideurs firent défaut. Si nous n'avons pas publié les rapports d'experts et les autres pièces de ce procès, c'est que notre journal est un journal scientifique qui enregistre tous les faits qui peuvent intéresser la pharmacie, mais qui ne veut pas faire de scandale.